

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

17 décembre 2010

**PROPOSITION DE LOI**

**réformant  
l'Ordre des Architectes**

(déposée par M. Peter Luykx et consorts)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

17 december 2010

**WETSVOORSTEL**

**houdende de hervorming  
van de Orde van Architecten**

(ingediend door de heer Peter Luykx c.s.)

---

**RÉSUMÉ**

---

*Cette proposition de loi vise à supprimer l'Ordre national des Architectes et à créer un Ordre des architectes francophones et germanophones et un Vlaamse Orde van Architecten.*

**SAMENVATTING**

---

*Dit wetsvoorstel beoogt de nationale Orde van Architecten op te heffen en over te gaan tot de oprichting van een Vlaamse Orde van Architecten en een Frans-Duitstalige Orde van Architecten.*

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
PP	:	Parti Populaire	
<b>Abréviations dans la numérotation des publications:</b>		<b>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</b>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 <sup>ème</sup> législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<b>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</b>		<b>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</b>	
<b>Commandes:</b>		<b>Bestellingen:</b>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.laChambre.be		www.deKamer.be	
e-mail: publications@laChambre.be		e-mail: publicaties@deKamer.be	

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 15 octobre 2003, les cinq conseils provinciaux flamands de l'Ordre national des Architectes ont décidé de constituer l'association de fait *NeROA (Nederlandstalige Raad van de Orde van Architecten)*. Cette décision était ressentie comme une nécessité, dès lors qu'il était de plus en plus difficile, depuis plusieurs années déjà, de parvenir à un consensus au sein de l'Ordre national.

Créé en 1963, ce conseil correspondait à l'époque à la réalité administrative d'un État unitaire. Aujourd'hui, de par sa structure et son fonctionnement tels qu'ils sont encore réglés par les lois, cet Ordre unitaire est dépassé par les événements. Dans les faits s'est constituée une communauté flamande d'architectes, qui défend une vision différente dans de nombreux domaines.

C'est ainsi que les architectes flamands ont, de manière générale, une autre vision, plus pratique, de leur profession, alors que la vision wallonne ou francophone met souvent l'accent sur l'aspect artistique de l'architecture, essentiellement axée sur la créativité.

En soi, cette vision différente n'est pas néfaste en tant que telle, mais elle conduit toutefois à des conceptions divergentes en ce qui concerne les missions fondamentales de l'Ordre national.

Alors que les architectes flamands prônent surtout la responsabilisation, la transparence et l'efficacité, leurs collègues wallons considèrent l'image de la profession comme prépondérante. Dans cette optique, ils jugent leur présence nécessaire lors de toute une série d'événements et de colloques culturels, qui n'ont rien à voir avec le droit de la construction, les ordres professionnels ou les questions pratiques. Au sein de l'Ordre, les architectes flamands refusent, à cet égard, d'empiéter sur le domaine des associations professionnelles.

Ces divergences de conception se cristallisent notamment dans des discussions sur le montant de la cotisation d'affiliation, que les Flamands souhaitent à terme réduire en se concentrant sur les missions fondamentales d'un ordre professionnel, et que les francophones veulent maintenir inchangé, pour continuer à financer les activités précitées. Ces deux visions sont inconciliables au sein d'une structure unitaire.

Les architectes flamands comprennent que leurs collègues wallons aient des conceptions différentes, mais ils estiment qu'ils doivent dès lors tout simplement

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 15 oktober 2003 besloten de vijf Vlaamse Provinciale Raden van de Nationale Orde van Architecten zich feitelijk te verenigen in het samenwerkingsverband *NeROA fv (Nederlandstalige Raad van Bestuur van Architecten)*. Dit werd als noodzakelijk aangevoeld, daar consensus in de Nationale Raad al sedert meerdere jaren steeds minder kon bereikt worden.

Die Raad, opgericht in 1963, beantwoordde toentertijd aan de bestuurlijke realiteit van een unitaire staat. Vandaag is deze unitaire Orde, met zijn structuur en werkwijze zoals die thans door de wetten nog geregeld zijn, door de gebeurtenissen achterhaald. In de feiten heeft zich een Vlaamse gemeenschap van architecten gevormd, die er een andere visie op nahoudt op tal van terreinen.

Zo hebben de Vlaamse architecten over het algemeen een andere, meer praktische kijk op het beroep, daar waar de Waalse of de Franstalige visie dikwijls het kunstaspect in de architectuur naar voren schuift, waarin men vooral creatief bezig is.

Op zich is deze verschillende visie niet nefast als dusdanig, maar dit leidt wel tot verschillen in de opvattingen over de kerntaken van de Nationale Orde.

Waar de Vlamingen vooral responsabilisering, transparantie en efficiëntie vooropstellen, vinden de Waalse architecten vooral het imago van het beroep belangrijk. In die optiek achten zij het noodzakelijk om aanwezig te zijn bij allerlei culturele evenementen en colloquia, die niet als dusdanig iets met bouwrecht, beroepsordes of praktische zaken te maken hebben. De Vlamingen binnen de Orde willen hieromtrent niet op het terrein van de beroepsverenigingen treden.

Die verschillen in opvatting kristalliseren zich onder andere in discussies over de lidmaatschapsbijdrage, die de Vlamingen op termijn wensen te verlagen door zich te richten op de kerntaken van een beroepsorde, en die de Franstaligen op peil willen houden, om voornoemde activiteiten te blijven bekostigen. Deze twee visies zijn niet verenigbaar in één unitaire structuur.

De Vlaamse architecten begrijpen dat hun Waalse collega's andere opvattingen hebben, maar vinden dat zij er dan ook maar zelf financiële verantwoordelijkheid

en assumer eux-mêmes la responsabilité financière. C'est ainsi que les architectes flamands ont notamment arrêté toute collaboration à la revue d'architecture A+, au grand mécontentement des francophones. Mais le budget dégagé permet actuellement de lancer un service d'études capable de suivre de manière proactive la législation relative à la profession d'architecte et à la construction et de rassembler et d'analyser la jurisprudence disciplinaire, pour ainsi renforcer la convivialité envers l'architecte et le maître de l'ouvrage.

Par suite de ces préférences divergentes, dues en partie à une différence de vision professionnelle et culturelle, mais aussi aux évolutions observées quarante ans après la réforme de l'État dans les matières auxquelles sont confrontés les architectes, une adaptation à la structure actuelle de l'État est inéluctable et indispensable.

Les architectes flamands ont longtemps tenté de trouver une solution dans le cadre des structures belges. Un accord a même été conclu avec les délégués francophones, au Conseil national du 14 octobre 2005, au sujet d'un certain nombre de principes fondamentaux quant à une autonomie accrue pour les Conseils des communautés. L'exécution de ces principes fondamentaux a rapidement porté ses fruits. C'est ainsi qu'un secrétaire général flamand et un secrétaire général wallon ont été engagés, que le personnel a été réparti clairement par rôle linguistique et que le nombre de groupes de travail nationaux a été réduit.

Dans cette nouvelle situation de fait, le problème était cependant que, si la prise de décision se déroulait efficacement au sein de chaque communauté, la ratification légale officielle des décisions prises au niveau communautaire devait toujours faire l'objet d'un consensus au niveau national. C'est ainsi que les architectes flamands devaient marquer leur accord sur des propositions cadrant avec la tradition et la législation wallonnes, mais non avec les leurs, et inversement.

D'intenses réunions de travail furent organisées à la recherche d'une solution et d'un projet de texte modifiant la loi de 1963, mais malheureusement, la concertation bloqua systématiquement sur le thème de "la concertation". Les architectes flamands étaient et sont toujours partisans de la concertation et de l'échange, pourvu que ce soit entre deux ordres autonomes, en l'absence d'organisation faïtière nationale faisant autorité en dernier ressort.

Le fonctionnement actuel empêche les architectes flamands de développer leur propre vision de la profession d'architecte et empêche le *Vlaamse Raad* d'y réagir de manière constructive au sein de l'Ordre. Le

voor moeten nemen. Zo zetten de Vlaamse architecten ondermeer al hun steun stop aan het architectuurblad A+, tot grote ergernis van de Franstaligen. Maar door het vrijmaken van budget is het nu mogelijk om een studiedienst op te starten, die pro-actief wetgeving rond het beroep van architect en het bouwproces kan opvolgen en de tuchtrechtspraak kan verzamelen en analyseren, om zo de klantvriendelijkheid naar de architect en de bouwheer te verhogen.

Dit verschil in voorkeuren, dat deels te verklaren is vanuit een andere beroeps- en culturele visie, maar zeker ook vanuit de evoluties na veertig jaar staatshervorming in de materies waarmee architecten geconfronteerd worden, maakt dat de een aanpassing aan het vandaag ontwikkelde staatsbestel onafwendbaar en noodzakelijk is.

De Vlaamse architecten hebben lang geprobeerd om binnen de Belgische structuren een oplossing te vinden. In de Nationale Raad van 14 oktober 2005 kwam het zelfs tot een akkoord met de Franstalige afgevaardigden over een aantal basisprincipes omtrent meer autonomie voor de Gemeenschapsraden. De uitvoering van deze basisprincipes kende al snel resultaat. Zo werd een Vlaamse en een Waalse Secretaris-Generaal aangeworven, werd een duidelijke inschakeling van het personeel per taalvleugel georganiseerd en werd het aantal Nationale werkgroepen afgebouwd.

Maar deze nieuwe feitelijke situatie kende het probleem dat de besluitvorming binnen elke gemeenschap dan wel goed verliep, maar dat de officiële wettelijke bekrachtiging van de communautair genomen beslissingen wel nog steeds op het nationaal niveau bij consensus bekrachtigd moest worden. Zodoende moesten Vlaamse architecten hun fiat geven over voorstellen die goed aansloten bij de Waalse traditie en wetgeving, maar niet bij de hunne, en omgekeerd.

Intense werkvergaderingen werden georganiseerd om te komen tot een oplossing en een ontwerptekst tot wijziging van de wet uit 1963, maar jammer genoeg liep het overleg steeds stuk op het onderwerp "overleg". De Vlaamse architecten waren en zijn nog steeds te vinden voor overleg en uitwisseling, maar dan wel tussen twee autonome ordes, zonder een overkoepelende en in laatste instantie gezaghoudende nationale structuur.

De huidige werking verhindert de Vlaamse architecten om hun eigen visie op het beroep van architect verder te ontplooien, en verhindert de Vlaamse Raad binnen de Orde om hier efficiënt en constructief op in te

Conseil national se compose en effet de dix mandataires flamands et dix mandataires francophones et germanophones. En outre, dix membres au sein de chacun de ces groupes sont nommés par le Roi, sans que les architectes aient voix au chapitre. Cela signifie qu'ils ne doivent pas rendre des comptes aux architectes flamands qui dépendent d'eux.

Cela met en péril la représentativité des architectes flamands et, partant, également la légitimité du Conseil national. La probabilité qu'une proposition flamande soit adoptée lors des votes est dès lors très faible, et *vice versa*. Si l'on songe en outre que de nombreuses matières concernant la profession d'architecte ont déjà été régionalisées et communautarisées, il est tout à fait inopportun que les mandataires wallons prennent, par exemple, part aux décisions relatives aux choix flamands en matière d'enseignement de l'architecture et/ou d'aménagement du territoire. Depuis la loi spéciale du 8 août 1980, ces matières ne les concernent plus, mais ils peuvent néanmoins encore bloquer la prise de décision et de position flamande en ce qui concerne ces matières.

Les nombreuses tentatives d'aboutir à un consensus sur la manière dont l'Ordre doit être organisé ont échoué. Plusieurs expériences vécues avec l'aile wallonne ont conforté l'aile flamande dans sa conviction de poursuivre désormais son propre chemin.

L'aile francophone s'est ainsi engagée à procéder à une révision du règlement d'ordre intérieur pour répondre aux aspirations des architectes flamands. Les collègues flamands ont prêté leur entière collaboration à ce projet, à condition qu'il ne s'agisse que d'une étape intermédiaire sur la voie d'une poursuite de la réforme conduisant à la création de deux ordres autonomes. Toutefois, lorsque ce travail s'est achevé, les francophones sont revenus sur leur promesse et ont estimé que la nouvelle situation était "provisoirement" suffisante. Soudain, ils n'étaient plus disposés à finaliser conjointement le projet de texte de loi modificative.

Un groupe de travail flamand réunissant les délégués des cinq provinces flamandes élus conformément à la loi (l'association de fait *Vlaamse Raad van architecten*) a décidé unilatéralement, avec l'aide d'un accompagnement juridique externe, de poursuivre la rédaction du projet de texte. Il a proposé de fixer par la loi une réglementation minimale, de manière à ce que les Ordres communautaires puissent régler un maximum de choses par le biais de leur propre règlement d'ordre intérieur, ce qui aurait pu être ensuite confirmé par un arrêté royal distinct. Cela devait permettre de conserver une structure nationale teintée d'accents propres aux différentes Communautés.

spelen. De Nationale Raad is immers paritair samengesteld uit 10 Vlaamse mandatarissen en 10 Franstalige en Duitstalige mandatarissen. Binnen elk van die groepen worden bovendien tien leden door de Koning benoemd, zonder inspraak van de architecten. Dit betekent dat zij geen verantwoording moeten afleggen aan de Vlaamse architecten die van hen afhankelijk zijn.

Dit brengt de representativiteit van de Vlaamse architecten in gevaar en dus ook de legitimiteit van de Nationale Raad. De kans dat een Vlaams voorstel het haalt bij stemmingen is dan ook zeer gering, en vice versa. Als men dan bedenkt dat inzake het beroep van architect al heel wat materies geregionaliseerd of gecommunautariseerd zijn, dan is het al helemaal ontoereikend dat bijvoorbeeld de Waalse mandatarissen meebeslissen over Vlaamse keuzes inzake het architectuuronderwijs en/of ruimtelijke ordening. Zij hebben er sedert de bijzondere wet van 8 augustus 1980 geen uitstaans meer mee, maar kunnen de Vlaamse besluitvorming en positionering omtrent deze thema's wel nog blokkeren.

Talrijke pogingen om tot consensus te komen over de manier waarop de Orde moest georganiseerd worden, zijn mislukt. Verschillende ervaringen met de Waalse vleugel hebben de Vlaamse vleugel gesterkt in hun overtuiging om voortaan hun eigen weg te gaan.

Zo werd door de Franstalige vleugel beloofd om een herziening van het huishoudelijk reglement door te voeren die aan de verzuchtingen van de Vlaamse architecten zou tegemoetkomen. De Vlaamse collega's verleenden aan dit project hun volle medewerking, onder de voorwaarde dat dit slechts een tussenstap zou zijn voor een verdere hervorming naar twee autonome Ordes. Echter, wanneer dit werk voltooid was, werd deze belofte ingetrokken en bleek de nieuwe situatie voor de Franstaligen "tijdelijk" te volstaan. Van een verdere bereidheid om samen de ontwerptekst tot wetswijziging te finaliseren was plots geen sprake meer.

Een Vlaamse werkgroep, die de bij wet verkozen afgevaardigden van de 5 Vlaamse provincies verenigde (de feitelijke vereniging *Vlaamse Raad van architecten*), besloot met behulp van externe juridische begeleiding éézijdig verder te werken aan de ontwerptekst. Er werd voorgesteld bij wet een minimumregeling vast te leggen, zodat de communautaire Ordes het meeste via hun eigen Huishoudelijk Reglement kunnen regelen, wat daarna bij afzonderlijk koninklijk besluit zou kunnen bekrachtigd worden. Dit zou toelaten om een nationale structuur te behouden, waarbij de Gemeenschappen toch hun eigen accenten kunnen leggen.

Au début de 2009, le nouveau président national de l'Ordre a toutefois recommencé à créer des groupes de travail nationaux, sans tenir compte de la structure de fonctionnement de l'association de fait *Vlaamse Raad fv*, l'autonomie accrue promise a été une fois encore reportée aux calendes grecques et la réforme fragmentaire actuelle a été jugée suffisante. La bienveillance des Flamands, qui acceptaient de maintenir une structure nationale, fût-ce avec des accents propres, a donc été "récompensée" par une plus grande incompréhension encore envers le point de vue flamand.

En réaction, les architectes flamands se sont réunis en congrès à Louvain, le 16 septembre 2009, pour examiner la situation. À ce congrès, où étaient représentés 64 des 69 membres ayant voix délibérative, neuf résolutions ont été adoptées avec un score moyen de 88 %, parmi lesquelles la demande de suppression pure et simple de l'Ordre national des Architectes et l'installation d'un Ordre flamand, autonome et officiel.

En attendant la création de cet ordre, le Conseil flamand de l'Ordre national des Architectes a déjà accordé son soutien formel à l'association de fait *Vlaamse Raad* précitée, que les architectes flamands considèrent désormais comme le seul interlocuteur valable au sein de l'Ordre national en ce qui concerne l'avenir de l'Ordre. L'association de fait *Vlaamse Raad* est considérée comme la préfiguration de l'Ordre flamand qui doit encore voir le jour, et réunit les élus des cinq conseils provinciaux flamands élus en vertu de la loi de 1963. Ces deux faits ont été notifiés dans des lettres adressées au Conseil national et à la ministre Laruelle le 10 novembre 2009.

Dans l'intervalle, le Conseil national n'a pas tenu compte de ce message. Les délégués francophones ont déposé, au Conseil national du 20 novembre 2009, une proposition de réforme diamétralement opposée aux accords pris le 14 octobre 2005: un ordre national constitué d'un organe législatif fédéral chapeautant trois conseils régionaux, sous lesquels se trouvent une chambre disciplinaire francophone et une chambre disciplinaire flamande.

Pour les architectes flamands, il est clair que les collègues francophones, ou à tout le moins une partie d'entre eux faisant autorité, se trouvent dans l'impossibilité d'adapter les structures nationales de telle sorte que la spécificité flamande en la matière puisse aussi être respectée, alors qu'il va de soi que l'évolution quasi évidente de l'État fédéral telle qu'elle s'observe depuis 1980 impose aussi une adaptation de la structure de l'Ordre.

Begin 2009 echter startte de nieuwe nationale voorzitter van de Orde opnieuw met het oprichten van nationale werkgroepen zonder rekening te houden met de werkingsstructuur van de Vlaamse Raad fv, werd de beloofde doorgedreven autonomisering terug op de lange baan geschoven en werd de huidige fragmentarische hervorming als voldoende bestempeld. De welwillendheid van de Vlamingen om een nationale structuur te behouden, zij het met eigen accenten, werd dus afgestraft met nog meer onbegrip voor het Vlaamse standpunt.

Als reactie hierop organiseerden de Vlaamse architecten op 16 september 2009 te Leuven een congres om de toestand te bespreken. Op het congres, waar 64 van de 69 stemgerechtigde leden vertegenwoordigd waren, werden met een gemiddelde score van 88 % negen resoluties aangenomen, waaronder ook de eis voor de algehele opheffing van de Nationale Orde van Architecten en de installatie van een eigen officiële, autonome Vlaamse Orde.

In afwachting van zo'n orde, zegde de Vlaamse Raad van de Nationale Orde van Architecten alvast zijn formele steun toe aan de eerder vermelde feitelijke vereniging *Vlaamse Raad*, die van dan af door de Vlaamse architecten in de Nationale Raad beschouwd wordt als de enige geldige gesprekspartner inzake de toekomst van de Orde. De *Vlaamse Raad fv* wordt beschouwd als de voorafspiegeling van de nog op te richten Vlaamse Orde, en verenigt de op grond van de wet van 1963 verkozenen uit de 5 Vlaamse provinciale raden. Beide feiten werden kenbaar gemaakt in een brief aan de Nationale Raad en een brief aan minister Laruelle van 10 november 2009.

Ondertussen heeft de Nationale Raad deze boodschap naast zich neergelegd. In de Nationale Raad van 20 november 2009 legden de Franstalige afgevaardigden een hervormingsvoorstel op tafel dat lijnrecht inging tegen de afspraken die gemaakt werden op 14 oktober 2005: één nationale orde met bovenaan een federaal wetgevend orgaan, middenin 3 gewestsraden en onderaan een Vlaamse en Franstalige tuchtkamer.

Voor de Vlaamse architecten is het duidelijk dat de Franstalige collega's, of althans een gezaghebbend deel van hen, zich in de onmogelijkheid bevinden om de nationale structuren zo aan te passen dat ze ook de Vlaamse eigenheid in de materie kunnen respecteren, terwijl het evident is dat de haast vanzelfsprekende ontwikkeling van de federale Staat zoals zij sedert 1980 is bedoeld, ook een aanpassing van de structuur van de Orde met zich mee moet brengen.

C'est également la raison pour laquelle, en tant qu'interlocuteur unanimement reconnu par le *Vlaamse Raad* de l'Ordre national des Architectes, le *Vlaamse Raad fv* a décidé, lors du congrès du 16 septembre tenu à Louvain, de supprimer la structure nationale existante et d'installer un Ordre des Architectes flamands et un Ordre des Architectes francophones et germanophones, sans toutefois exclure qu'une concertation organisée puisse, à l'avenir encore, avoir lieu dans les matières où une collaboration demeurerait utile.

En déposant la présente initiative législative, nous souhaitons officialiser ces revendications.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Article 1<sup>er</sup>

La présente proposition de loi est en partie obligatoirement bicamérale.

L'article 77, 3°, de la Constitution prévoit en effet la procédure bicamérale obligatoire pour les lois visées à l'article 146 de la Constitution. Cet article s'applique également à la jurisprudence disciplinaire.

Voir à ce propos notamment l'avis du 13 novembre 1995, repris notamment dans *Doc. Parl. Chambre*, session extraordinaire 1995, n° 83/1 ou dans *Sénat* 1996-97, n° 1-83, p. 10-14 (l'organisation et les compétences sont des procédures bicamérales) et 1999 *Doc. Sénat* 1998-99, n° 1-614/12, avis du 4 février 1999 et avis du 12 février 1997 *Doc. Parl. Sénat* 1997/98 n° 1-589/1 (p. 62-63), qui indique que la procédure doit être réglée de façon intégralement bicamérale.

## CHAPITRE 1<sup>ER</sup>

### Dispositions générales

#### Article 2

Cette disposition règle le dédoublement de l'Ordre national des Architectes en deux ordres autonomes dotés chacun d'une personnalité juridique propre.

#### Art. 3

Cet article reprend les dispositions de l'article 2 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des Architectes, et renvoie, pour la bonne règle, à l'article 10, dans lequel sont définies les missions de l'Ordre.

Het is ook om die reden dat de Vlaamse Raad fv, als bekrachtigde gesprekspartner door de voltallige Vlaamse Raad van de Nationale Orde van Architecten, op het congres van 16 september te Leuven, tot het opheffen van de bestaande nationale structuur en tot het installeren van een eigen Vlaamse en Frans-Duitstalige Orde der Architecten heeft besloten, zonder evenwel uit te sluiten dat ook in de toekomst nog een georganiseerd overleg kan plaatsvinden in die materies waarvoor samenwerking nuttig blijft.

De indieners wensen door dit wetgevend initiatief deze eisen kracht bij te zetten.

## ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

### Artikel 1

Het wetsvoorstel is gedeeltelijk verplicht bicameraal.

Artikel 77, 3° G.W. voorziet immers in de verplicht bicamerale procedure voor de wetten bedoeld bij artikel 146 GW. Dit artikel is ook van toepassing op tuchtspraak.

Zie daarover o.m. het advies van 13 november 1995 o.m. weergegeven in de *parl. St. Kamer*, bijzondere zitting 1995 nr. 83/1 of in *Senaat* 1996-97 nr. 1-83 p. 10-14 (inrichting en bevoegdheden zijn bicamerale procedures) en 1999 *St. Senaat* 1998-99 nr 1-614/12 advies van 4 februari 1999 en advies 12 februari 1997 *parl. St. Senaat* 1997/97 nr 1-589/1 (p. 62-63) dat stelt dat ook de rechtspleging volledig bicameraal dient geregeld te worden.

## HOOFDSTUK 1

### Algemene Bepalingen

#### Artikel 2

Deze bepaling regelt de ontubbeling van de nationale Orde van Architecten in twee autonome ordes met elk een eigen rechtspersoonlijkheid.

#### Art. 3

Dit artikel neemt de bepalingen over van artikel 2 van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van Architecten, en verwijst voor de goede orde naar artikel 10, waarin de opdrachten van de orde bepaald worden.

## Art. 4

Cet article dispose qu'il y a deux tableaux de personnes physiques et morales et deux listes de stagiaires, ventilés par Ordre. En vertu de l'article 17 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des Architectes, un tableau et une liste de stagiaires sont tenus dans chaque conseil d'administration provincial. Les conseils provinciaux sont toutefois supprimés par la présente proposition et remplacés par deux entités centralisées, ce qui permet de promouvoir l'efficacité et de réaliser des économies.

## Art. 5

Cet article reprend les dispositions existantes des articles 4 et 8 de la loi précitée du 26 juin 1963. Pour la bonne lisibilité du texte, les dispositions et conditions générales applicables à l'inscription des Belges et des étrangers (ressortissants et non-ressortissants de l'UE) ont été groupées en un article unique.

## Art. 6

Cet article adapte, en ce qui concerne l'appartenance à un des deux Ordres, la réglementation existante à la division constitutionnelle en régions linguistiques. Le siège principal d'activité est le facteur de rattachement pour les personnes physiques, et pour les personnes morales, c'est le siège social. La juridiction des conseils provinciaux telle que définie sur la base des facteurs de rattachement visés à l'article 7 de la loi du 26 juin 1963 a été appliquée *mutatis mutandis*.

La langue véhiculaire de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones est le français et celle du *Vlaamse Orde van Architecten*, le néerlandais.

## Art. 7

Cet article dispose que chaque Ordre est constitué de quatre organes définis par la loi: le conseil d'administration, l'assemblée générale, le conseil disciplinaire et le conseil disciplinaire d'appel.

La composition et la compétence de la structure disciplinaire, ainsi que la procédure applicable en la matière, sont réglées en détail dans la suite de la proposition de loi.

Quant au fonctionnement et à la structure du conseil d'administration et de l'assemblée générale, l'objectif est qu'ils soient réglés plus avant par un arrêté d'exécution

## Art. 4

In dit artikel wordt bepaald dat er twee tabellen zijn van natuurlijke en rechtspersonen en twee lijsten van stagiairs, onderverdeeld per Orde. Overeenkomstig artikel 17 van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een orde van architecten werd in elke provinciale Raad van Bestuur een tabel en een lijst van stagiairs bijgehouden. De provinciale raden worden evenwel door dit voorstel afgeschaft en vervangen door twee gecentraliseerde entiteiten, hetgeen de efficiënte werking ten goede komt en kostenbesparend is.

## Art. 5

Dit artikel herneemt de bestaande bepalingen van de artikelen 4 en 8 van de voormelde wet van 26 juni 1963. Voor de goede leesbaarheid werden algemene bepalingen en voorwaarden inzake inschrijving van zowel Belgen als buitenlanders (EU- en niet-EU-burgers) gegroepeerd in één artikel.

## Art. 6

Dit artikel past, wat betreft het lidmaatschap van één van de beide ordes, de bestaande regeling aan aan de grondwettelijke indeling in taalgebieden. Voor natuurlijke personen is de hoofzetel van activiteit het aanknopingspunt, voor rechtspersonen is dit de maatschappelijke zetel. De rechtsmacht van de provinciale raden op grond van deze aanknopingspunten bedoeld in artikel 7 van de wet van 26 juni 1963 werd *mutatis mutandis* toegepast.

De voertaal van de Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes* francophones et germanophones is respectievelijk het Nederlands en het Frans.

## Art. 7

Dit artikel bepaalt dat elke orde vier bij wet vastgestelde organen heeft: de Raad van Bestuur, de Algemene Vergadering, de tuchtraad en de tuchtraad van beroep.

Voor wat betreft de tuchtstructuur wordt zowel de procedure, samenstelling als bevoegdheid uitvoerig geregeld verder in het voorstel.

Voor wet betreft de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering is het de bedoeling dat de werking en structuur nader wordt bepaald in een uitvoeringsbe-



délibéré en Conseil des ministres et établi en concertation entre le gouvernement et les Ordres.

Il est également essentiel de prévoir qu'il existe une incompatibilité au niveau de la qualité de membre de plusieurs organes, et ce, afin d'éviter une confusion d'intérêts entre les entités décisionnelle, exécutive et disciplinaire.

## CHAPITRE 2

### Organisation et fonctionnement

#### Art. 8

Cet article prévoit que, sans préjudice des dispositions de la loi, un règlement d'ordre intérieur, approuvé par arrêté délibéré en Conseil des ministres, règle l'organisation et le fonctionnement de chacun des ordres. Il contient une énumération de règles qui doivent au moins être prévues dans le règlement d'ordre intérieur.

Cette façon de faire a pour avantage de permettre à chacun des Ordres de fixer avec une grande marge d'autonomie sa structure interne de fonctionnement.

Le règlement d'ordre intérieur détermine également la qualité et le nombre de membres du conseil d'administration qui peuvent être désignés par l'Ordre en leur qualité de spécialistes externes, ainsi que les modalités relatives à leur présentation. Il s'agit au maximum d'un tiers du nombre total de membres. Cette disposition permet au conseil d'administration de prévoir la présence de spécialistes externes et indépendants dans les matières qu'il juge utiles à l'accomplissement des missions de l'Ordre. On peut ainsi envisager des représentants du secteur de la construction, de l'enseignement et des organisations de consommateurs.

Les deux règlements d'ordre intérieur devront également contenir des règles similaires d'organisation de la concertation sur l'organisation du stage, la modification des règles déontologiques des deux Ordres et l'adoption de points de vue et la représentation dans les dossiers européens. Conformément à l'article 10, 1° à 3°, ces matières devront faire l'objet d'une concertation préalable.

Cela n'empêche naturellement pas que d'autres thèmes relevant de la législation fédérale fassent également l'objet d'une concertation chaque fois que les deux Ordres le jugeront utile.

sluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, dat in samenwerking tussen de regering en de Ordes wordt opgesteld.

Het is ook heel belangrijk vast te leggen dat er een onverenigbaarheid bestaat in het lidmaatschap van de onderscheiden organen, dit om te vermijden dat belangenvermenging zou kunnen ontstaan tussen de besluitvormende, uitvoerende en tuchtrechtelijke entiteiten.

## HOOFDSTUK 2

### Organisatie en werking

#### Art. 8

Dit artikel bepaalt dat, onverminderd het in de wet bepaalde, een huishoudelijk reglement, goedgekeurd bij besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de organisatie en werking van elk van de ordes regelt. Het bevat een opsomming van regels die ten minste in het huishoudelijk reglement moeten bepaald worden.

Deze werkwijze heeft het voordeel dat elk van de Ordes met een grote mate van autonomie de interne werkingstructuur kan vastleggen.

Het huishoudelijk reglement dient tevens de hoedanigheid en het aantal leden van de Raad van Bestuur dat door de Orde kan worden aangewezen in hun hoedanigheid van externe specialisten te bepalen, en de wijze van hun voordracht. Het gaat om maximaal 1/3 van het totaal aantal leden. Deze bepaling geeft de Raad van Bestuur de mogelijkheid om te voorzien in de aanwezigheid van externe en onafhankelijke specialisten in de materies die zij nuttig achten voor het vervullen van de opdrachten van de Orde. Zo kan gedacht worden aan vertegenwoordigers uit de bouwsector, het onderwijs en de consumentenorganisaties.

De beide huishoudelijke reglementen van de Ordes zullen ook gelijkaardige regels moeten bevatten voor de organisatie van het onderling overleg over de organisatie van de stage, de wijziging van de deontologische regels van beide Ordes en de stellingname en vertegenwoordiging in Europese dossiers. Over deze materies zal overeenkomstig art. 10, 1° tot 3° verplicht voorafgaand overleg gepleegd worden.

Dit sluit natuurlijk niet uit dat over andere thema's die behoren tot de federale wetgeving ook overleg mogelijk is telkens wanneer beide Ordes dit nuttig achten.

Un règlement de fonctionnement interne précis des conseils disciplinaires peut également être adopté de cette manière.

Enfin, ce règlement d'ordre intérieur devra également contenir un règlement pour l'attribution de marchés de travaux et de services. L'objectif de cette disposition est d'appliquer à ces matières la législation relative aux marchés publics, en vue d'objectiver au maximum les procédures.

### CHAPITRE 3

#### Les Ordres

##### Art. 9

Cet article prévoit que les Ordres doivent avoir leur siège dans leur ressort, ainsi que le prévoit l'article 5.

Cet article prévoit également que chacun des Ordres désigne en son sein un président, un vice-président et un secrétaire, un secrétaire adjoint et un trésorier, qui sont choisis parmi les membres désignés par suffrage pour faire partie du conseil d'administration. Conformément à l'article 8, les modalités de l'élection seront réglées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

##### Art. 10

Cet article définit la mission des deux Ordres et reprend en premier lieu les dispositions de l'actuel article 38. Il règle en outre leur collaboration obligatoire. En effet, les Ordres doivent se concerter au préalable sur l'adoption de règles déontologiques, le règlement de stage, la représentation et l'adoption de points de vue aux niveaux européen et international.

Il prévoit également que chaque Ordre a pour mission légale d'arrêter sa propre structure et son règlement d'ordre intérieur ainsi que le règlement d'ordre intérieur du conseil disciplinaire et du conseil disciplinaire d'appel.

Outre la publication, sur leur site Internet, de la liste des architectes inscrits à un des tableaux de l'Ordre et de la liste des stagiaires en règle de cotisation et autorisés à exercer la profession d'architecte (inséré dans la loi par l'art. 13, 2°, de la loi du 15 février 2006 (*MB* du 25 avril 2006)), cet article prévoit également l'obligation de publier la composition des organes sur le site Internet.

Ook een nader bepaald intern werkingsreglement van de tuchtraden kan op deze wijze worden aangenomen.

Tot slot zal dit huishoudelijk reglement ook een regeling moeten bevatten voor de aanbesteding van opdrachten van levering van werk en diensten. Het is de bedoeling dat voor deze materies de wetgeving inzake overheidsopdrachten van toepassing wordt gemaakt, teneinde de procedures zo veel mogelijk te objectiveren.

### HOOFDSTUK 3

#### De Ordes

##### Art. 9

Dit artikel bepaalt dat de zetel van de ordes dient te liggen in hun rechtsgebied, zoals bepaald bij artikel 5.

Tevens bepaalt dit artikel dat elk van de ordes onder hun leden een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris, een adjunct-secretaris en een penningmeester aanwijst die gekozen worden onder de leden die bij stemming zijn aangewezen om deel uit te maken van de Raad van Bestuur. Overeenkomstig artikel 8 zal de verkiezing nader worden geregeld in een in koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

##### Art. 10

Dit artikel bepaalt de opdracht van beide ordes, en neemt in eerste instantie de bepalingen van het bestaand artikel 38 over. Daarnaast regelt het hun verplichte samenwerking. Inderdaad dienen de ordes voorafgaandelijk overleg te plegen over de aanneming van deontologische regels, het stagereglement, de vertegenwoordiging en inname van standpunten op Europees en internationaal vlak.

Tevens wordt bepaald dat het de wettelijke opdracht is een eigen structuur van de orde vast te stellen alsmede het huishoudelijk reglement en het huishoudelijk reglement van de tuchtraad en de tuchtraad van beroep.

Naast het publiceren op haar internetsite van de lijst van de architecten ingeschreven op één van de tabellen van de Orde en de lijst van stagiairs, die in regel zijn met hun bijdrage en die gerechtigd zijn het beroep van architect uit te oefenen (in de wet ingevoegd bij art. 13, 2° W. 15 februari 2006 (*BS*, 25 april 2006)), wordt toegevoegd dat ook de samenstelling van de organen op de website dient te worden gepubliceerd.

À cette mission s'ajoutent la diffusion d'informations concernant l'exercice de la profession, la protection des intérêts du consommateur-constructeur et de la collectivité en tant que telle, et le contrôle de la formation permanente.

La fourniture d'avis sur le taux des honoraires (article 18, alinéa 2, de la loi du 26 juin 1963) a été ajoutée comme mission.

Le contrôle de la formation permanente des architectes a également été ajouté comme mission, de même que l'obligation de dénoncer à l'autorité judiciaire toute infraction aux lois et règlements protégeant le titre et la profession d'architecte (article 19 de la loi du 26 juin 1963).

#### Art. 11

Cet article reproduit l'article 39 de la loi du 26 juin 1963 en ce qui concerne la force obligatoire donnée aux règles de déontologie et au règlement du stage par arrêté un royal délibéré en Conseil des ministres.

### CHAPITRE 4

#### La discipline

##### Section 1<sup>re</sup>

##### *Les conseils disciplinaires*

#### Art. 12

Cet article crée deux conseils disciplinaires, l'un pour l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et l'autre pour le *Vlaamse Orde van Architecten*.

Ils exercent chacun leur juridiction sur leurs membres architectes, tant personnes physiques que personnes morales. En effet, les personnes morales créées conformément à l'article 2, § 2, de la loi du 20 février 1939, inséré par l'article 3 de la loi du 15 février 2006 relative à l'exercice de la profession d'architecte dans le cadre d'une personne morale ont également la qualité d'architecte et elles peuvent faire l'objet d'une procédure disciplinaire.

#### Art. 13

Cet article fixe le siège, la structure et la composition des conseils disciplinaires.

Daarnaast zijn ook informatieverspreiding betreffende de uitoefening van het beroep, het beschermen van de belangen van de consument-bouwer en de gemeenschap als dusdanig en het toezicht op de permanente vorming toegevoegd.

Het verstrekken van advies over het bedrag van de erelonen (art. 18, tweede lid W. 26 juni 1963) werd toegevoegd als opdracht.

Tevens werd het toezicht op de permanente vorming van architecten toegevoegd. Ook werd de verplichting om bij de rechterlijke overheid elke inbreuk aan te klagen op de wetten en de reglementen tot bescherming van de titel en van het beroep van architect (art. 19 W. 26 juni 1963) toegevoegd als opdracht.

#### Art. 11

Dit artikel neemt, wat de algemeen bindendverklaring van de voorschriften van de plichtenleer en het stage-reglement bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit betreft, art. 39 van de wet van 26 juni 1963 over.

### HOOFDSTUK 4

#### De Tucht

##### Afdeling 1

##### *De tuchtraden*

#### Art. 12

Dit artikel stelt twee tuchtraden in voor de leden van resp. De Nederlandstalige Orde en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones*.

Zij hebben elk rechtsmacht over hun leden-architecten, zowel natuurlijke personen als rechtspersonen. Inderdaad zijn de rechtspersonen opgericht overeenkomstig art. 2 § 2, W. 20 februari 1939, zoals ingevoegd bij art. 3 W. 15 februari 2006 betreffende de uitoefening van het beroep in het kader van een rechtspersoon ook de hoedanigheid van architect en kunnen zij tuchtrechtelijk vervolgd worden.

#### Art. 13

Dit artikel regelt de zetel, de structuur en de samenstelling van de tuchtraden.

La composition du conseil disciplinaire a été modifiée afin de permettre une professionnalisation poussée et une grande indépendance.

Chaque conseil disciplinaire compte au moins 20 architectes et un collège de trois magistrats qui composent le bureau des présidents. L'un d'eux exerce la fonction de président du conseil disciplinaire. Les magistrats qui composent le bureau jouissent d'une liberté suffisante pour régler tant la répartition des tâches que la présidence du conseil disciplinaire et des chambres disciplinaires.

Comme le président du conseil disciplinaire initialise également la poursuite disciplinaire et est donc une partie concernée par l'enquête et qu'il peut en outre ordonner d'office une enquête, il ne peut pas siéger dans le conseil disciplinaire. L'article 457, § 2, du Code judiciaire prévoit une mesure similaire pour les présidents des conseils disciplinaires des Ordres des avocats.

Les architectes membres du conseil disciplinaire seront élus directement selon une procédure définie dans le règlement d'ordre intérieur à adopter.

Pour garantir que toutes les provinces seront représentées dans le conseil disciplinaire, il est opté pour une composition paritaire, dans le cadre de laquelle le Brabant flamand, le Brabant wallon et la Région bilingue de Bruxelles-Capitale auront autant de représentants que les autres provinces. Pour les deux conseils disciplinaires, une représentation garantie de deux membres ayant le siège de leur activité principale à Bruxelles est également prévue.

Le conseil disciplinaire est assisté par un secrétaire et deux secrétaires suppléants, désignés conformément à l'article 27.

Comme le conseil disciplinaire centralisé de première instance remplace les conseils provinciaux en ce qui concerne le pouvoir disciplinaire, il est opté, afin de garantir un bon fonctionnement et une bonne répartition des tâches, pour un système d'au moins deux chambres disciplinaires au sein du conseil disciplinaire, composées d'un magistrat-président, membre du bureau du conseil disciplinaire, de cinq membres architectes et du secrétaire, qui apporte un soutien administratif et ne participe donc pas à la délibération.

#### Art. 14

Cet article définit la mission des conseils disciplinaires et reprend l'article 20 de la loi du 26 juin 1963. Le conseil disciplinaire doit veiller au respect des règles

De samenstelling van de tuchtraad werd gewijzigd om een verregaande professionalisering en onafhankelijkheid mogelijk te maken

Elke tuchtraad telt minstens 20 architecten en een college van drie magistraten die het bureau van de voorzitters vormen. Een van hen neemt de functie van voorzitter van de tuchtraad waar, waarbij er voldoende vrijheid wordt gelaten aan de magistraten binnen het bureau om de taakverdeling en het voorzitterschap van zowel de tuchtraad als de tuchtkamers te regelen.

Aangezien de voorzitter van de tuchtraad ook de tuchtvervolgung initialiseert, en dus betrokken partij is bij het onderzoek, en daarnaast ook ambtshalve een onderzoek kan gelasten, heeft hij geen zitting in de tuchtraad. Zoveel wordt ook bepaald in art. 457, § 2 Ger.W. voor wat betreft de voorzitters van de tuchtraden van de Ordes van advocaten.

De architect-leden van de tuchtraad zullen rechtstreeks verkozen worden op grond van een procedure bepaald in het aan te nemen huishoudelijk reglement.

Om te verzekeren dat alle provincies vertegenwoordigd zijn in de tuchtraad wordt gekozen voor een paritaire samenstelling, waarbij Vlaams-Brabant resp. Waals-Brabant en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad evenveel vertegenwoordigers hebben als de andere provincies. Tevens wordt er voor beide tuchtraden in een verzekerde vertegenwoordiging van twee leden met zetel van hun hoofdactiviteit in Brussel voorzien.

De tuchtraad wordt bijgestaan door een secretaris en twee plaatsvervangende secretarissen, aangewezen overeenkomstig artikel 27.

Aangezien de gecentraliseerde tuchtraad van eerste aanleg de provinciale raden vervangt wat tuchtbevoegdheid betreft, wordt voor de verzekering van de goede werking en taakverdeling gekozen voor een systeem van minstens twee tuchtkamers binnen de tuchtraad, bestaande uit een magistraat-voorzitter, lid van het bureau van de tuchtraad, vijf architect-leden en de secretaris, die administratieve ondersteuning biedt en dus niet deelneemt aan de beraadslaging.

#### Art. 14

Dit artikel regelt de opdracht van de tuchtraden, en neemt art. 20 van de wet van 26 juni 1963 over. De tuchtraad dient te waken over de naleving van de regels van

de déontologie. Il veille à l'honneur et à la dignité des membres de l'Ordre dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

#### Art. 15

Cet article régit la procédure devant les conseils disciplinaires. Une nouveauté réside dans le fait que, comme pour la procédure disciplinaire applicable aux avocats, la plainte disciplinaire doit être introduite par écrit, signée et datée, et mentionner l'identité complète du plaignant. De plus, le président du conseil disciplinaire a toujours la possibilité d'intervenir d'office.

Eu égard à la suppression des conseils provinciaux, les bureaux provinciaux (art. 14 et 23 de la loi du 26 juin 1963) sont remplacés par des cellules d'enquête locales, désignées par le président du conseil disciplinaire et composées d'au moins deux architectes membres du conseil disciplinaire. Elles sont chargées d'examiner les affaires et de faire rapport dans les six mois sur la plainte disciplinaire ou le manquement éventuel. Les enquêteurs doivent être établis, de préférence, dans la même province que l'architecte qui fait l'objet de l'enquête. La cellule d'enquête locale est assistée par un assesseur juridique qui est soit magistrat, soit avocat, qui participe aux travaux avec voix consultative et qui est nommé par le Roi. Afin de garantir la continuité et le bon fonctionnement, il nomme au moins cinq assesseurs juridiques.

Au moins un des membres de la cellule d'enquête doit avoir son siège d'activité principale dans la même province que celle de l'architecte qui fait l'objet de l'enquête. Si l'architecte est une personne morale, au moins un des membres doit avoir son siège d'activité principale dans la province du siège social de cette personne morale. Un régime similaire est prévu pour la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Le fait de prévoir un enquêteur de la même région permet de mieux tenir compte des différences régionales qui existent toujours entre les usages en vigueur, afin que ces derniers puissent être mieux interprétés.

Tant le plaignant que l'architecte qui fait l'objet de l'enquête sont associés plus étroitement à cette dernière. Si la cellule d'enquête estime qu'aucune poursuite n'est possible ou nécessaire, ils sont tous deux informés de cette décision, et le plaignant peut, dans un délai de trois mois, la contester par lettre recommandée au président du conseil disciplinaire (voir le § 7).

Si aucun rapport n'est établi dans les six mois, l'architecte qui fait l'objet de l'enquête et le plaignant peuvent

de plichtenleer. Hij waakt over de eer en de waardigheid van de leden van de Orde in de uitoefening van en naar aanleiding van de uitoefening van hun functie.

#### Art. 15

Dit artikel regelt het onderzoek voor de tuchtraden. Nieuw is dat, zoals dit geldt voor de tuchtprocedure bij advocaten, de tuchtklacht schriftelijk moet worden gesteld, ondertekend en gedateerd moeten zijn, en de volledige identiteit van de klager moeten bevatten. Daarnaast blijft de voorzitter van de tuchtraad de mogelijkheid behouden om ambtshalve op te treden.

De provinciale bureaus (art. 14 en 23 van de wet van 26 juni 1963) worden, gelet op de afschaffing van de provinciale raden, vervangen door lokale onderzoekscellen, aangewezen door de voorzitter van de tuchtraad, bestaande uit minstens 2 architecten die lid zijn van de tuchtraad om de zaak te onderzoeken en binnen zes maanden verslag uit te brengen over de tuchtklacht of over de mogelijke tekortkoming. De onderzoekers dienen bij voorkeur gevestigd zijn in dezelfde provincie dan de architect die voorwerp is van het onderzoek. De lokale onderzoekscel wordt bijgestaan door een rechtskundig bijzitter die ofwel magistraat ofwel advocaat is, en die aan de werkzaamheden deelneemt met raadgevende stem en door de Koning wordt benoemd. Om de continuïteit en de goede werking te verzekeren, worden minstens vijf rechtskundig bijzitters benoemd.

Minstens één van de leden van de onderzoekscel dient de zetel van zijn hoofdactiviteit te hebben in dezelfde provincie als de architect die het voorwerp is van het onderzoek. Indien de architect een rechtspersoon is moet minstens één van de leden de zetel van zijn hoofdactiviteit te hebben in de provincie van de maatschappelijke zetel van deze rechtspersoon. Voor het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad wordt in een gelijkaardige regeling voorzien. Door te voorzien in een onderzoeker van dezelfde regio kan beter rekening gehouden worden met de nog steeds bestaande regionale verschillen in gewoonten en geplogenheden, zodat deze beter kunnen geduid worden.

Zowel de klager als de architect die het voorwerp is van het onderzoek worden hierbij nauwer betrokken. Indien de onderzoekscel oordeelt dat er geen vervolging mogelijk is of nodig is, worden zij beiden van deze beslissing op de hoogte gebracht, en kan de klager deze binnen drie maanden betwisten bij aangetekend schrijven aan de voorzitter van de tuchtraad (zie § 7).

Indien binnen zes maanden geen verslag wordt opgesteld, kan de architect die het voorwerp is van het

demander au président d'accélérer l'affaire: le président peut désigner une nouvelle cellule d'enquête qui devra faire rapport dans les trois mois (voir le § 8).

Les paragraphes précédents s'inspirent de l'article 458, § 2, du Code judiciaire réglant l'instruction disciplinaire dans les Ordres des avocats.

Un rôle proactif est imparti au président du conseil disciplinaire. Après le délai de trois mois suivant le dépôt de la plainte, s'il constate que l'enquête n'est pas encore ouverte, est encore en cours ou n'est pas complète, il peut accélérer l'affaire en demandant qu'elle soit terminée dans un délai déterminé, l'instruire lui-même ou confier l'instruction à une autre cellule d'enquête.

Le président peut également s'opposer au rapport de non-renvoi de la cellule d'enquête locale et refuser, d'autre part, de donner suite à une plainte non recevable, non fondée ou présentant un caractère véniel (cf. § 10). Cette disposition s'inspire de l'article 458, § 3, du Code judiciaire.

#### Art. 16

Cet article concerne le traitement par le conseil disciplinaire après le renvoi et reproduit en grande partie l'article 24 de la loi du 26 juin 1963. Conformément à l'article 6 de la CEDH, il prévoit également la possibilité d'un traitement à huis clos.

Il dispose par ailleurs que le conseil disciplinaire (en pratique la chambre disciplinaire désignée) peut entendre le plaignant et des témoins.

L'incompatibilité évidente entre la qualité de membre de la chambre disciplinaire désignée et celle de membre de la cellule d'enquête chargée de l'instruction est également prévue.

### Section 2

#### *Conseils disciplinaires d'appel*

#### Art. 17

Cet article concerne la création et la composition des deux conseils disciplinaires d'appel qui connaissent des recours contre les décisions disciplinaires frappant respectivement les membres de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones ou du *Vlaamse Orde van Architecten*.

onderzoek en de klager de zaak door de voorzitter laten bespoedigen: de voorzitter kan een nieuwe onderzoekscel aanwijzen die binnen drie maanden verslag dient op te stellen (zie § 8).

De bovenstaande paragrafen zijn geïnspireerd op art. 458, § 2, Ger.W. die het tuchtonderzoek bij de Ordes van advocaten regelen.

Aan de voorzitter van de tuchtraad wordt een proactieve rol toegekend om na de termijn van drie maanden na het indienen van de klacht, wanneer het onderzoek nog niet is aangevat, nog loopt of onvolledig is, de zaak te bespoedigen door te vragen dit binnen een bepaalde termijn te beëindigen, zelf een onderzoek in te stellen of het onderzoek over te maken aan een andere onderzoekscel.

Ook kan de voorzitter ingaan tegen het verslag van niet-doorverwijzing van de lokale onderzoekscel, en anderzijds weigeren gevolg te geven aan onontvankelijke klachten, ongegronde klachten of klachten van onvoldoende gewicht (zie § 10). Deze bepaling is geïnspireerd op art. 458, § 3 Ger.W.

#### Art. 16

Dit artikel regelt de behandeling door de tuchtraad na doorverwijzing, en herneemt grotendeels art. 24 van de wet van 26 juni 1963. Bijkomend wordt in de mogelijkheid van behandeling met gesloten deuren voorzien, overeenkomstig art. 6 EVRM.

Bijkomend wordt gesteld dat de tuchtraad (in de praktijk de aangestelde tuchtkamer) de klager en ook getuigen kan horen.

De evidente onverenigbaarheid tussen lid van de aangewezen tuchtkamer en van de onderzoekscel die de zaak onderzocht heeft, wordt tevens ingeschreven.

### Afdeling 2

#### *De tuchtraden van beroep*

#### Art. 17

Dit artikel regelt de instelling en samenstelling van twee tuchtraden van beroep die respectievelijk kennis nemen van het beroep tegen de tuchtbeslissingen tegen leden van de Vlaamse Orde van Architecten en de leden van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones*.

Comme dans l'ancienne loi, il est disposé que le conseil disciplinaire est composé de trois conseillers à la cour d'appel désignés par arrêté royal et de trois membres architectes élus conformément au règlement d'ordre intérieur. En ce qui concerne les magistrats, nous avons choisi de prévoir une représentation issue de tous les ressorts judiciaires dont les limites coïncident avec celles de la juridiction territoriale de l'Ordre. Sa composition s'inspire de l'article 465 du Code judiciaire.

Les conseils disciplinaires d'appel connaissent en outre, chacun en ce qui le concerne, des recours contre les décisions en matière d'inscription (§ 4). Les recours contre ces décisions doivent être introduits auprès du conseil d'appel. Cette matière est réglée à l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 juin 1963. Cette compétence est reproduite à l'article 17, § 3, de la présente proposition de loi.

De plus, les conseils d'appel connaissent en premier et en dernier ressort de la procédure d'avertissement ou de réprimande concernant un membre élu du conseil d'administration absent deux fois de suite sans justification ou de la procédure de déchéance après une condamnation à une peine correctionnelle (art. 43, § 3, alinéa 2, et article 44).

#### Art. 18 à 23

Ces articles règlent la validité de la composition des conseils disciplinaires d'appel et la procédure devant ceux-ci. Les articles 29 et 30 de la loi du 26 juin 1963 ont été reproduits. Les délais de convocation ont toutefois été prolongés dans l'intérêt des droits de la défense.

#### Art. 24

Cet article dispose que le recours introduit auprès des conseils disciplinaires d'appel a un effet dévolutif.

#### Art. 25 et 26

Ces articles règlent la procédure en cassation contre les décisions du conseil disciplinaire d'appel et reproduisent les articles 33 et 41 de la loi du 26 juin 1963.

Zoals dit onder de vroegere wet het geval was bestaat de tuchtraad van beroep uit drie raadsheren van het hof van beroep, aangewezen bij koninklijk besluit en drie leden-architecten, die zullen worden verkozen overeenkomstig het huishoudelijk reglement. Wat de magistraten betreft wordt ervoor gekozen te voorzien in een vertegenwoordiging uit alle gerechtelijke rechtsgebieden die samenvallen met de territoriale rechtsmacht van de Orde. Deze samenstelling is geïnspireerd op art. 465 Ger.W.

De tuchtraden van beroep nemen tevens elk voor wat hen betreft, kennis van de beroepen tegen de beslissingen inzake inschrijving (§ 4). Beroep tegen dergelijke beslissing dient te worden ingesteld bij de Raad van Beroep. Dit werd geregeld in artikel 31, eerste lid van de wet van 26 juni 1963. Deze bevoegdheid werd overgenomen in artikel 17, § 3, van onderhavig wetsvoorstel.

Ook nemen de raden van beroep in eerste en laatste aanleg kennis van de procedure tot waarschuwing of berisping van een gekozen lid van de Raad van Bestuur dat twee maal na elkaar ongewettigd afwezig blijft, of tot vervallenverklaring na veroordeling tot een correctionele straf (art. 43, § 3, tweede lid en 44).

#### Art. 18 tot 23

Deze artikelen regelen de geldigheid van de samenstelling en de procedure voor de tuchtraden van beroep. Artikel 29 en 30 van de wet van 26 juni 1963 werden overgenomen. De oproepingstermijnen werden evenwel verlengd in het belang van de rechten van verdediging.

#### Art. 24

Dit artikel bepaalt dat het beroep bij de tuchtraden van beroep devolutieve kracht heeft.

#### Art. 25 en 26

Deze artikelen regelen de cassatieprocedure tegen de beslissingen van de Raad van beroep, en hernemen de artikel 33 en 41 van de wet van 26 juni 1963.

**Section 3***Dispositions communes*

## Art. 27

Cet article règle l'appui administratif des conseils disciplinaires et des conseils disciplinaires d'appel. Il est disposé que, sauf proposition contraire motivée des instances disciplinaires, un (ou plusieurs) secrétaire(s) issu(s) du personnel de l'Ordre est (sont) désigné(s) pour exercer les fonctions de secrétaire ou de secrétaire suppléant.

## Art. 28

Cet article s'inspire de l'article 474 du Code judiciaire et dispose, par souci de sécurité juridique, que la procédure disciplinaire doit être entamée dans l'année qui suit la prise de connaissance des faits par l'instance disciplinaire.

## Art. 29

Le § 1<sup>er</sup> de cet article reprend l'article 469, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire et prévoit que le conseil disciplinaire demeure compétent en matière de droit disciplinaire jusqu'à un an après la décision d'omission du tableau.

Au § 2, à l'inverse de la disposition prévue par l'article 469 précité, nous avons choisi de ne pas transférer la compétence disciplinaire lors de l'inscription auprès de l'autre Ordre dans les cas où le dépôt d'une plainte ou la décision d'enquête d'office est antérieure à la décision d'inscription auprès de l'autre Ordre.

Cette solution a été retenue afin d'éviter les problèmes de traduction et, dans le même ordre d'idée, de protéger le plaignant dès lors que celui-ci pourrait être souvent associé à une procédure disciplinaire menée dans une langue qui n'est pas sa langue maternelle. Cette règle constitue donc une exception à la juridiction générale des Ordres, prévue à l'article 12.

## Art. 30

Cet article fixe les modalités de récusation. Il approfondit la disposition de l'article 24, § 2, de la loi du 26 juin 1963, afin d'étendre les droits de la défense.

**Afdeling 3***Gemeenschappelijke bepalingen*

## Art. 27

Dit artikel regelt de administratieve ondersteuning van de tuchtraden end e tuchtraden van beroep. Er wordt bepaald dat, behoudens gemotiveerd andersluidend voorstel van de tuchtinstanties, een of meerdere secretarissen uit het personeel van de Orde worden aangewezen om het ambt van secretaris of plaatsvervangend secretaris waar te nemen.

## Art. 28

Dit artikel is gebaseerd op art. 474 Ger.W. en bepaalt dat de tuchtprocedure dient te worden ingesteld binnen het jaar na kennisname van de feiten door de tuchtinstantie, dit ter bevordering van de rechtszekerheid.

## Art. 29

De eerste paragraaf van dit artikel herneemt artikel 469, eerste lid Ger.W. en bepaalt dat de tuchtraad tot een jaar na de beslissing tot weglating van de tabel tuchtrechtelijk bevoegd blijft.

In de tweede paragraaf wordt er in tegenstelling tot de regeling van voornoemd artikel 469 voor gekozen om de tuchtbevoegdheid bij inschrijving in de andere Orde niet over te dragen in die zaken waarin het tijdstip van indiening van een klacht of de beslissing tot ambtshalve onderzoek het tijdstip van de beslissing tot inschrijving in de andere Orde voorafgaat.

Er is voor deze oplossing gekozen om vertaalproblemen te vermijden, en in dezelfde zin de klager te beschermen, vermits deze veelal betrokken zou kunnen worden in een tuchtprocedure waarvan de taal niet zijn moedertaal is. Deze regeling is dus een uitzondering op de algemene rechtsmacht van de Ordes, bepaald in artikel 12.

## Art. 30

Dit artikel bepaalt de nadere regels van wraking. Het werkt de bepaling van art. 24, § 2, van de wet van 26 juni 1963 verder uit, ter uitbreiding van de rechten van verdediging.



## Art. 31

Cet article fixe la procédure par défaut. Il reprend les dispositions de l'article 26, alinéas 1<sup>er</sup> à 3, de la loi du 26 juin 1963.

## Art. 32

Cet article fixe les peines disciplinaires, la manière dont elles peuvent être prononcées et leurs modalités. L'article reprend les dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 26 juin 1963.

Ce qui est nouveau en revanche, c'est que les peines peuvent également être assorties d'une suspension du prononcé ou d'un sursis de l'exécution de la peine (§ 5). Cette disposition se fonde sur l'article 460 du Code judiciaire.

## Art. 33

Cet article règle l'effacement des sanctions et reprend l'article 42 de la loi du 26 juin 1963.

## Art. 34

Cet article fixe les mentions devant obligatoirement figurer dans les sanctions disciplinaires.

## Art. 35

Cet article règle la notification des décisions des instances disciplinaires à l'intéressé et à l'Ordre.

Le § 2 prévoit que les décisions définitives de suspension ou de radiation sont transmises au procureur général près la cour d'appel compétente, pour suite utile. Ce procureur général est en outre chargé du contrôle de l'exécution de ces décisions. Cette dernière disposition s'inspire de l'article 470 du Code judiciaire.

## Art. 36

Cet article reprend l'article 15 du règlement d'ordre intérieur du Conseil national de l'Ordre des Architectes et règle les effets d'une décision définitive de suspension ou de radiation sur l'inscription au tableau. Étant

## Art. 31

Dit artikel regelt de procedure bij verstek, en herneemt art. 26, eerste tot derde lid van de wet van 26 juni 1963.

## Art. 32

Dit artikel bepaalt de tuchtstraffen, de wijze waarop zij kunnen worden uitgesproken en de nadere regels ervan. Het artikel herneemt de bepalingen van artikel 21 en 22 van de wet van 26 juni 1963.

Nieuw is evenwel dat de straffen ook met opschorting van de uitspraak of uitstel van de tenuitvoerlegging van de straf kunnen worden uitgesproken (§ 5). Deze bepaling is gebaseerd op art. 460 Ger.W.

## Art. 33

Dit artikel regelt de uitwissing van de tuchtstraffen, en herneemt artikel 42 van de wet van 26 juni 1963.

## Art. 34

Dit artikel bepaalt de verplicht op te nemen vermeldingen in tuchtrechtelijke uitspraken.

## Art. 35

Dit artikel regelt de kennisgeving van de beslissingen van de tuchtinstancies aan de betrokkene en aan de Orde.

In de tweede paragraaf wordt bepaald dat de definitieve uitspraken van schorsing of schrapping aan de procureur-generaal van het bevoegde hof van beroep overgemaakt worden, dit voor enig nuttig gevolg. Bovendien is deze procureur-generaal belast met het toezicht op de tenuitvoerlegging. Deze laatste bepaling is geïnspireerd op art. 470 Ger.W.

## Art. 36

Dit artikel herneemt artikel 15 van het Huishoudelijk Reglement van de Nationale Raad van de Orde van Architecten, en regelt de gevolgen voor de inschrijving op de tabel bij een definitieve beslissing tot schorsing of

donné qu'eu égard à la décision disciplinaire, cet article détermine en partie les droits de l'architecte, nous avons choisi d'intégrer cette règle dans le texte de la loi.

#### Art. 37

Cet article reprend l'article 69 du règlement d'ordre intérieur du Conseil national de l'Ordre des Architectes et prévoit que l'intéressé est tenu de faire parvenir à l'Ordre, dans le mois qui suit la date à laquelle la décision est coulée en force de chose jugée, une liste des missions en cours, qui impliquent l'établissement de plans ou le contrôle de l'exécution de travaux pour lesquels l'intervention d'un architecte est requise.

L'intéressé est également tenu de prendre toutes les dispositions utiles pour que les maîtres de l'ouvrage ne subissent aucun préjudice du fait de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de poursuivre soit temporairement soit définitivement l'exercice de sa profession.

Le § 2 comporte des règles similaires pour les appointés et les fonctionnaires.

Étant donné qu'en raison directe de la décision disciplinaire, cette réglementation détermine en partie les obligations de l'architecte, nous avons choisi de l'intégrer dans le texte de la loi.

### CHAPITRE 5

#### Décisions d'inscription, d'omission et de transfert

#### Art. 38

Le § 1<sup>er</sup> de cet article prévoit que les conseils d'administration statuent sur les demandes d'inscription au tableau et d'omission du tableau, sur la liste des prestataires de services et sur la liste des stagiaires.

Le § 2 définit la procédure.

#### Art. 39

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article règle la procédure applicable à l'appel dirigé contre une décision du conseil d'administration en matière de refus d'inscription au tableau, sur la liste des stagiaires ou sur la liste des prestataires de services. Cet article reprend la disposition de l'article 26, alinéa 4, de la loi du 26 juin 1963 pour les deux ordres, sauf en ce qui concerne la compétence du Conseil national.

schrapping. Vermits dit als gevolg van de tuchtuitspraak de rechten van de architect mee bepaalt, wordt ervoor gekozen deze regel in de wettekst op te nemen.

#### Art. 37

Dit artikel herneemt artikel 69 van het Huishoudelijk Reglement van de Nationale Raad van de Orde van Architecten, en bepaalt dat de betrokkene binnen de maand nadat de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan, aan de orde een lijst moet doen toekomen van zijn lopende opdrachten inzake opmaken van plans en controle op de uitvoering van werken waarvoor de tussenkomst van een architect is vereist.

Tevens wordt de architect verplicht alle nodige maatregelen te nemen opdat de bouwheer geen nadelige gevolgen zou ondergaan van de onmogelijkheid waarin hij verkeert het beroep tijdelijk of definitief verder uit te oefenen.

De tweede paragraaf bevat een vergelijkbare regeling voor de architect-bezoldigden en architect-ambtenaren

Vermits dergelijke regelgeving als rechtstreeks gevolg van de tuchtuitspraak de plichten van de architect mee bepaalt, wordt ervoor gekozen deze regels in de wettekst op te nemen.

### HOOFDSTUK 5

#### De beslissingen inzake inschrijving, weglating en overgang

#### Art. 38

De eerste paragraaf van dit artikel bepaalt dat de Raden van Bestuur beslissen over de vragen tot inschrijving en weglating van de tabel, de lijst van dienstverrichters en de lijst van stagiairs.

De tweede paragraaf bepaalt de procedure.

#### Art. 39

De eerste paragraaf van dit artikel regelt de beroepsprocedure tegen een beslissing van de Raad van bestuur inzake de weigering tot inschrijving op de tabel, de lijst van stagiairs of van dienstverrichters. Dit artikel herneemt, behoudens wat de bevoegdheid van de Nationale Raad betreft, voor de beide ordes de bepaling van art. 26, vierde lid van de wet van 26 juni 1963.

Le paragraphe 2 reprend l'article 26, alinéa 5, de la loi du 26 juin 1963, en ce qui concerne l'appel d'une décision rendue en matière de reconnaissance de diplômes, certificats et autres titres étrangers dans le domaine couvert par les directives européennes. La directive européenne en vigueur en matière de reconnaissance de diplômes est la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Le paragraphe 3 prévoit que les règles de procédure applicables à l'appel en matière disciplinaire s'appliquent en l'espèce *mutatis mutandis*.

L'appel visé dans cet article est un appel dirigé contre un acte administratif posé par (un organe d')une autorité administrative. Il s'ensuit qu'en principe, en vertu de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, c'est cette juridiction qui est compétente. Toutefois, eu égard à la longueur d'une telle procédure, et étant donné qu'il existe déjà des dispositions légales en la matière — l'article 31 de la loi du 26 juin 1963 —, ainsi qu'une réglementation similaire en ce qui concerne le conseil d'appel des ordres des avocats, nous avons choisi de confier au conseil d'appel, qui siège en pleine juridiction, le soin de connaître de l'appel de cette décision administrative. Les règles de la procédure disciplinaire s'appliquent en l'espèce *mutatis mutandis*.

Les décisions prises en la matière par le conseil d'appel sont susceptibles de faire l'objet d'un pourvoi en cassation, conformément à l'article 25.

Nous avons par ailleurs choisi, pour ce qui est des autres actes administratifs des conseils d'administration des Ordres, de ne plus reprendre l'article 40 de la loi du 26 juin 1963, qui dispose que: "*Un recours contre les décisions du conseil national est ouvert aux personnes prévues à l'article 11 de la loi du 23 décembre 1946, ainsi qu'au ministre des Classes moyennes, devant la section d'administration du Conseil d'État, conformément à l'article 9 de la même loi.*" Il nous semble inutile de reprendre cet article désuet — même dans une version adaptée —, étant donné qu'il est évident à l'heure actuelle que les Ordres sont des autorités administratives dont les décisions sont susceptibles de faire l'objet d'un recours en suspension ou en annulation devant le Conseil d'État. Un tel recours est ouvert à toute personne justifiant de l'intérêt ou de la lésion requis par l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

#### Art. 40

Cet article traite, d'une part, du caractère exécutoire des décisions en matière d'inscription, prises en vertu

De tweede paragraaf herneemt artikel 26, vijfde lid van de wet van 26 juni 1963, wat betreft het beroep inzake erkenning van buitenlandse diploma's, certificaten en andere titels die onder de Europese richtlijnen ter zake vallen. Wat de in voege zijnde Europese richtlijn inzake erkenning van diploma's betreft, gaat het om richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties.

De procedureregels inzake beroep in tuchtzaken worden door de derde paragraaf van overeenkomstige toepassing gemaakt.

Het in dit artikel geregelde beroep is een beroep tegen een administratieve rechtshandeling van een (orgaan van een) openbaar bestuur, zodat in principe conform artikel 14, § 1, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State dit rechtscollege bevoegd is. Gelet op de lange duur van dergelijke procedure, de oude wetsbepalingen, m.n. art. 31 van de wet van 26 juni 1963 en een gelijkaardige regeling voor de Raad van Beroep bij de Ordes van advocaten, wordt ervoor gekozen het beroep tegen deze administratieve beslissing te brengen voor de Raad van Beroep, die zetelt met volle rechtsmacht, waarbij de procedurele regels in tuchtzaken van overeenkomstige toepassing worden gemaakt.

Tegen de beslissingen van de Raad van Beroep in deze materie staat overeenkomstig artikel 25 cassatie open bij het Hof van Cassatie.

Tevens wordt er, wat de andere administratieve rechtshandelingen van de Raden van Bestuur van de Ordes betreft, voor gekozen het artikel 40 van de wet van 26 juni 1963 niet meer te hernemen. Dit artikel luidt: "*Tegen beslissingen van de nationale raad kunnen de in artikel 11 van de wet van 23 december 1946 bedoelde personen, alsook de minister van Middenstand, beroep instellen bij de afdeling administratie van de Raad van State, overeenkomstig artikel 9 van dezelfde wet.*" Dit verouderd artikel — zelfs in aangepaste vorm — hernemen, wordt overbodig geacht nu ondertussen duidelijk vaststaat dat de Ordes openbare besturen zijn, tegen wiens beslissingen vernietigings- en schorsingsberoep bij de Raad van State openstaat voor eenieder die getuigt van het overeenkomstig art. 19 R.V.St.-wet vereiste belang of de vereiste benadeling.

#### Art. 40

Dit artikel behandelt enerzijds de uitvoerbaarheid van de beslissingen inzake inschrijving, genomen op grond

de l'article 8, 5°, et de l'article 38 ou 39, selon le cas, de la présente proposition de loi, et reprend l'article 41 de la loi du 26 juin 1963.

Cet article règle, d'autre part, le caractère exécutoire des décisions disciplinaires. Les sanctions disciplinaires ne sont exécutoires que lorsque les décisions ont été coulées en force de chose jugée.

Le pourvoi en cassation est suspensif, ainsi que le prévoit déjà l'article 41 précité de la loi du 26 juin 1963.

#### Art. 41

Cet article règle la procédure à suivre en cas de mutation d'un Ordre à l'autre. L'article reprend la procédure fixée à l'article 16 du Règlement d'ordre intérieur du 9 mai 2008 du Conseil national de l'Ordre des Architectes relatif à la mutation d'un conseil provincial à un autre, et l'applique *mutatis mutandis* à la mutation d'un Ordre à l'autre.

#### Art. 42

Cet article règle la procédure à suivre en cas de demande d'omission du tableau ou de la liste des stagiaires et reprend la procédure fixée à l'article 17 du Règlement d'ordre intérieur du 9 mai 2008 du Conseil national de l'Ordre des Architectes relatif à l'omission des tableaux et des listes provinciaux, et l'applique *mutatis mutandis* aux tableaux et listes centralisés des différents Ordres.

### CHAPITRE 6

#### Dispositions diverses

#### Art. 43

Cet article règle la démission des membres qui n'ont pas été nommés par le Roi, ainsi que la déchéance de leur mandat. Il reprend les dispositions des articles 43 et 44 de la loi du 26 juin 1963.

van art. 8, 5° en 38 desgevallend 39 van dit wetsvoorstel, en herneemt artikel 41 van de wet van 26 juni 1963.

Anderzijds wordt de uitvoerbaarheid van tuchtbeslissingen geregeld. De tuchtstraffen zijn slechts uitvoerbaar wanneer de beslissingen in kracht van gewijsde zijn gegaan.

De voorziening in cassatie is, zoals reeds bepaald in voornoemd artikel 41 van de wet van 26 juni 1963, opschortend.

#### Art. 41

Dit artikel regelt de procedure die dient gevolgd te worden bij overgang van de ene Orde naar de andere. Het artikel herneemt de procedure die in artikel 16 van het Huishoudelijk Reglement van 9 mei 2008 van de Nationale Raad van de Orde van Architecten is vastgesteld voor de overgang van de ene provinciale raad naar de andere en past dit *mutatis mutandis* toe op de overgang van de ene Orde naar de andere.

#### Art. 42

Dit artikel regelt de procedure die dient gevolgd te worden bij aanvraag tot weglating van de tabel of de lijst van stagiairs, en herneemt de procedure die in artikel 17 van het Huishoudelijk Reglement van 9 mei 2008 van de Nationale Raad van de Orde van Architecten is vastgesteld voor de weglating op de provinciale tabellen en lijsten, en past dit artikel *mutatis mutandis* toe op de gecentraliseerde tabellen en lijsten van de onderscheiden Ordes.

### HOOFDSTUK 6

#### Diverse bepalingen

#### Art. 43

Dit artikel regelt het ontslag van de niet door de Koning benoemde leden, alsmede de vervallenverklaring van hun mandaat. Het herneemt de bepalingen van de artikelen 43 en 44 van de wet van 26 juni 1963.

## Art. 44

Cet article règle les conséquences de l'absence de membres des différents organes des différents Ordres. Il reprend l'article 45 de la loi du 26 juin 1963.

## Art. 45

Cet article règle l'obligation de secret imposée aux membres des organes des deux Ordres. Il reprend l'article 47 de la loi du 26 juin 1963 et précise en outre expressément que cette obligation de secret s'applique également aux membres des conseils disciplinaires et aux secrétaires désignés en vertu de l'article 27.

## Art. 46

Cet article règle la confection annuelle du budget et son approbation.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un projet de budget pendant le dernier trimestre de l'année et de le soumettre à l'approbation de l'assemblée générale. Cette dernière peut approuver le projet ou formuler des remarques au cours de sa réunion, de la manière prévue dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 8.

Les conseils d'administration disposent d'un délai de 15 jours pour adapter le projet aux remarques.

Au cours de l'exercice, une adaptation du budget peut également être approuvée par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

Pour le contrôle supplémentaire et plus permanent, il est opté pour la désignation d'un réviseur d'entreprises par Ordre pour une période de deux ans, qui est chargé du contrôle de la situation financière et des comptes annuels, et qui envoie chaque année un rapport du contrôle au ministre des Classes moyennes.

La perception des cotisations est effectuée par les Ordres respectifs, et comme il était déjà prévu auparavant à l'article 49, le non-paiement peut donner lieu à une peine disciplinaire.

## Art. 44

Dit artikel regelt de gevolgen van afwezigheid van leden van de verschillende organen van de onderscheiden ordes. Het herneemt artikel 45 van de wet van 26 juni 1963.

## Art. 45

Dit artikel regelt de geheimhoudingsplicht van de leden van de organen van de beide ordes. Het herneemt artikel 47 van de wet van 26 juni 1963, en specificeert bovendien uitdrukkelijk dat deze geheimhoudingsplicht ook geldt voor de leden van de tuchtraden en de op grond van art. 27 aangewezen secretarissen.

## Art. 46

Dit artikel regelt de jaarlijkse begrotingsopmaak en de goedkeuring van de begroting.

Het is de taak van de Raad van Bestuur tijdens het laatste kwartaal van het jaar een begrotingsontwerp op te maken en dit ter goedkeuring voor te leggen aan de Algemene Vergadering. Deze kan het ontwerp goedkeuren of ter vergadering opmerkingen maken, op de wijze te bepalen in het Huishoudelijk reglement bedoeld bij art. 8.

De Raden van Bestuur beschikken over een termijn van 15 dagen om het ontwerp aan te passen aan de opmerkingen.

Ook kan gedurende het werkjaar op voorstel van de Raad van Bestuur een aanpassing van de begroting goedgekeurd worden door de Algemene Vergadering.

Voor de bijkomende en meer permanente controle wordt gekozen voor de aanwijzing van een bedrijfsrevisor per orde voor een periode van twee jaar die belast wordt met de controle van de financiële toestand en de jaarrekeningen, en die jaarlijks een verslag van de controle stuurt naar de minister van Middenstand.

De inning van de bijdragen gebeurt door de respectieve Ordes, en zoals vroeger reeds was bepaald in artikel 49 kan niet-betaling aanleiding geven tot een tuchtstraf.

## CHAPITRE 7

**Le stage**

Art. 48 à 50

Ces articles règlent le stage. Ils reprennent les articles 50 à 52 de la loi de 1963.

## CHAPITRE 8

**Disposition pénale**

Art. 51

Cet article reprend la disposition pénale de l'article 53 de la loi du 26 juin 1963.

## CHAPITRE 9

**Dispositions transitoires**

Art. 52

Afin de permettre une réorganisation dans un délai raisonnable, l'article prévoit que la loi proposée entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

“Les mandats accordés par l'Ordre national des avocats de Belgique dans des commissions et associations créées par la loi sont maintenus et sont censés être des mandats communs à l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et à l'*Orde van Vlaamse balies* jusqu'à ce qu'elles désignent leurs propres représentants conformément à leurs propres règlements et aux dispositions légales.”.

## HOOFDSTUK 7

**De stage**

Art. 48 tot 50

Deze artikelen regelen de stage. Zij hernemen de artikelen 50 tot 52 van de wet van 1963.

## HOOFDSTUK 8

**Strafbepaling**

Art. 51

Dit artikel neemt de strafbepaling van artikel 53 van de wet van 26 juni 1963 over.

## HOOFDSTUK 9

**Overgangsbepalingen**

Art. 52

Teneinde een reorganisatie binnen redelijke termijn mogelijk te maken, wordt bepaald dat deze wet in werking treedt de eerste dag van de derde maand na haar publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

“De door de Belgische nationale Orde van Advocaten toegekende mandaten in bij wet opgerichte commissies en instellingen blijven geldig en worden geacht gezamenlijke mandaten te zijn van de Orde van Vlaamse Balies en de *Ordre des Barreaux francophones et germanophones* totdat zij, overeenkomstig hun eigen reglementen en overeenkomstig de wettelijke bepalingen, hun eigen vertegenwoordigers aanwijzen.”.

Peter LUYKX (N-VA)  
Jan JAMBON (N-VA)  
Karel UYTTERSROT (N-VA)  
Bert WOLLANTS (N-VA)  
Flor VAN NOPPEN (N-VA)

**PROPOSITION DE LOI**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution, à l'exception des articles 12 à 40, qui règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE 1<sup>er</sup>**Dispositions générales**

## Art. 2

Il est créé un Ordre des Architectes francophones et germanophones et un *Vlaamse Orde van Architecten*. Ils jouissent de la personnalité juridique.

## Art. 3

Sans préjudice des dispositions de l'article 10, l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* ont pour mission, chacun pour ce qui le concerne, d'établir les règles de la déontologie régissant la profession d'architecte et d'en assurer le respect. Ils veillent à l'honneur et à la dignité de leurs membres dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de la profession.

Ils dénoncent à l'autorité judiciaire toute infraction aux lois et règlements protégeant le titre et la profession d'architecte.

## Art. 4

L'Ordre des Architectes francophones et germanophones comprend toutes les personnes physiques et morales inscrites à son tableau ou sur sa liste de stagiaires.

Le *Vlaamse Orde van Architecten* comprend toutes les personnes physiques et morales inscrites à son tableau ou sur sa liste de stagiaires.

## Art. 5

§ 1<sup>er</sup>. Nul ne peut être inscrit à un tableau de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones ou du *Vlaamse Orde van Architecten* ou sur une liste de stagiaires s'il ne réunit les conditions requises par la

**WETSVOORSTEL**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, met uitzondering van de artikelen 12 tot en met 40, die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

## HOOFDSTUK 1

**Algemene bepalingen**

## Art. 2

Er wordt een "Vlaamse Orde van Architecten" en een "Ordre des Architectes francophones et germanophones ingesteld. Zij bezitten rechtspersoonlijkheid.

## Art. 3

Onverminderd de bepalingen van artikel 10, hebben de Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* elk voor wat hen betreft tot taak om voor hun leden de voorschriften van de plichtenleer voor het beroep van architect te bepalen en ze te doen naleven. Zij houden toezicht op de eer en de waardigheid van hun leden in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening van hun beroep.

Zij doen aangifte bij de rechterlijke overheid van elke inbreuk op de wetten en reglementen tot bescherming van de titel en van het beroep van architect.

## Art. 4

De Vlaamse Orde van Architecten omvat al de natuurlijke en rechtspersonen ingeschreven op haar tabel of op haar lijst van de stagiaires.

De *Ordre des Architectes francophones et germanophones* omvat al de natuurlijke en rechtspersonen ingeschreven op haar tabel of op haar lijst van stagiaires.

## Art. 5

§ 1. Niemand mag op een tabel of op een lijst van stagiaires van de Vlaamse Orde van Architecten of van *Ordre des Architectes francophones et germanophones* worden ingeschreven als hij niet voldoet aan de voor-

loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte et n'a pas été autorisé à exercer la profession d'architecte.

§ 2. Lorsqu'ils sont désireux d'exercer la profession et d'établir en Belgique, soit d'une manière permanente, soit temporairement, un siège d'activité, les Belges et les ressortissants des autres États membres de la Communauté économique européenne ou d'un autre État partie à l'Accord concernant l'Espace économique européen, ainsi que les autres étrangers autorisés à exercer la profession d'architecte en Belgique en vertu de l'article 8 de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, sont tenus de demander préalablement leur inscription au tableau de l'Ordre compétent sur la base de l'article 5 ou sur la liste des stagiaires au conseil d'administration compétent, conformément aux règles établies à l'article 8, 5°. Cette obligation vaut aussi pour les personnes morales visées à l'article 2, § 2, de la loi du 20 février 1939.

§ 3. Les étrangers non-ressortissants d'États membres de la Communauté économique européenne ou d'un autre État partie à l'Accord concernant l'Espace économique européen, exerçant la profession d'architecte à l'étranger et désireux d'exercer leur profession en Belgique, d'une manière occasionnelle, sont tenus de se faire préalablement autoriser par le conseil d'administration dans le ressort duquel ils comptent exercer leurs activités.

Au cas où, dans le cadre de la libre prestation de services, les ressortissants des États membres de la Communauté européenne, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse dès que la directive 2005/36/CE s'appliquera à ces pays, se déplacent vers le territoire de la Belgique pour la première fois pour exercer, de façon temporaire et occasionnelle, la profession d'architecte, ils en informent préalablement l'Ordre des Architectes par une déclaration écrite comprenant les informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle. Ils sont inscrits par l'Ordre des Architectes dans le registre des prestataires de service. Une telle déclaration est renouvelée une fois par an si le prestataire compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle en Belgique au cours de l'année concernée. Le prestataire peut fournir cette déclaration par tout moyen. Cette déclaration doit être accompagnée:

1° d'une attestation certifiant que le bénéficiaire exerce légalement les activités en cause dans l'État membre où il est établi;

waarden gesteld bij de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect niet werd toegelaten tot de uitoefening van het beroep van architect.

§ 2. Wanneer zij wensen het beroep uit te oefenen en, hetzij blijvend, hetzij tijdelijk, de zetel van hun activiteit in België te vestigen, zijn de Belgen en de onderdanen van andere lidstaten van de Europese Economische Gemeenschap of een andere staat die partij is bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte, alsmede de andere vreemdelingen die gemachtigd zijn tot het uitoefenen van het beroep van architect in België krachtens artikel 8 van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect verplicht vooraf hun inschrijving op de tabel van de op grond van artikel 5 bevoegde Orde of op de lijst van de stagiairs bij de bevoegde Raad van Bestuur aan te vragen overeenkomstig de op grond van artikel 8, 5° bepaalde regels. Die verplichting geldt eveneens voor de rechtspersonen bedoeld in artikel 2, § 2, van de wet van 20 februari 1939.

§ 3. De vreemdelingen niet-onderdanen van de lidstaten van de Europese Economische Gemeenschap of een andere staat die partij is bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte) die het beroep van in het buitenland uitoefenen en hun beroep bij gelegenheid in België wensen uit te oefenen, zijn verplicht zich daartoe vooraf te doen machtigen door de Raad van Bestuur van het gebied waarin zij voornemens zijn hun activiteit uit te oefenen.

Wanneer in het kader van het vrij verrichten van diensten de onderdanen van de lidstaten van de Europese Gemeenschap, alsook l'Island, Liechtenstein, Noorwegen en Zwitserland vanaf het ogenblik dat de Richtlijn 2005/36/EG op deze landen van toepassing is, zich voor het eerst naar België begeven om er tijdelijk en incidenteel het beroep van architect uit te oefenen, stellen deze vooraf door middel van een schriftelijke verklaring, met daarin de gegevens betreffende verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid, de Orde van Architecten hiervan in kennis. Zij worden door de Orde van Architecten ingeschreven in het register van de dienstverrichting. De verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd indien de dienstverrichter voornemens is om gedurende dat jaar in België tijdelijke of incidentele diensten te verrichten. De dienstverrichter mag de verklaring met alle middelen aanleveren. Bij deze verklaring dienen te worden gevoegd:

1° een attest waaruit blijkt dat de betrokkene de desbetreffende werkzaamheden wettig uitoefent in de lidstaat waar hij gevestigd is;



2° d'une attestation certifiant que le bénéficiaire possède un des diplômes, certificats ou autres titres repris à l'annexe de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte;

3° au cas où ni la profession ni la formation conduisant à la profession n'est réglementée dans l'État membre d'établissement, d'une attestation certifiant que l'intéressé a acquis une expérience pratique d'au moins deux ans au cours des dix années qui précèdent la prestation;

4° d'une attestation d'assurance en responsabilité professionnelle, y compris la responsabilité décennale. Cette attestation peut être délivrée par un organisme d'assurance d'un autre État membre, si elle précise que l'assureur s'est conformé aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur en Belgique en ce qui concerne les modalités et l'étendue de la garantie;

5° d'une preuve de la nationalité du prestataire.

Les documents ne peuvent avoir, lors de leur production, plus de douze mois de date, et plus de trois mois pour l'attestation d'assurance.

Les règles de déontologie approuvées par le Roi en exécution de l'article 11 de la présente loi sont également applicables aux personnes visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

#### Art. 6

Le *Vlaamse Orde van Architecten* se compose des membres qui ont établi le siège principal de leur activité, s'il s'agit d'une personne physique, ou leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, dans les provinces d'Anvers, de Limbourg, de Flandre orientale, du Brabant flamand ou de Flandre occidentale ainsi que des membres qui ont établi le siège principal de leur activité, s'il s'agit d'une personne physique, ou leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui ont opté pour cet Ordre. La langue véhiculaire de cet Ordre est le néerlandais.

L'Ordre des Architectes francophones et germanophones se compose des membres qui ont établi le siège principal de leur activité, s'il s'agit d'une personne physique, ou leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, dans les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg, de Namur ou du Brabant wallon ainsi que

2° een attest waaruit blijkt dat de betrokkene één van de diploma's, certificaten of andere titels bezit, opgenomen in de bijlage van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect;

3° in het geval noch het beroep noch de opleiding die toegang verleent tot het beroep gereguleerd is in de lidstaat van vestiging, een attest waaruit blijkt dat de dienstverrichter het beroep van architect in de tien jaren die voorafgaan aan de dienstverrichting gedurende ten minste twee jaar heeft uitgeoefend;

4° een attest van verzekering inzake beroepsaansprakelijkheid, met inbegrip van de tienjarige aansprakelijkheid. Dit attest kan afgegeven worden door een verzekeringsmaatschappij van een andere Lid-Staat, indien het vermeldt dat de verzekeraar zich naar de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften in voege in België heeft gericht wat de aard en de omvang van de dekking betreft;

5° een bewijs van de nationaliteit van de dienstverrichter.

Bij overlegging mag het attest van verzekering hoogstens drie, en mogen de overige documenten hoogstens twaalf maanden oud zijn.

De voorschriften van de plichtenleer, goedgekeurd door de Koning in uitvoering van artikel 11 van deze wet zijn eveneens van toepassing op de personen bedoeld in het eerste en het tweede lid.

#### Art. 6

De *Vlaamse Orde van Architecten* bestaat uit de leden die de hoofdzetel van hun activiteit, indien het gaat om een natuurlijke persoon of hun maatschappelijke zetel als het gaat om een rechtspersoon, gevestigd hebben in de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, Vlaams-Brabant of West-Vlaanderen evenals uit de leden die de hoofdzetel van hun activiteit, indien het gaat om een natuurlijke persoon of hun maatschappelijke zetel als het gaat om een rechtspersoon, gevestigd hebben in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en die voor deze Orde hebben gekozen. De voertaal van deze Orde is het Nederlands.

De *Ordre des Architectes francophones et germanophones* bestaat uit de leden die de hoofdzetel van hun activiteit, indien het gaat om een natuurlijke persoon of hun maatschappelijke zetel als het gaat om een rechtspersoon, gevestigd hebben in de provincies Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen of

des membres qui ont établi le siège principal de leur activité, s'il s'agit d'une personne physique, ou leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui ont opté pour cet Ordre. La langue véhiculaire de cet ordre est le français.

#### Art. 7

Les organes du *Vlaamse Orde van Architecten* et de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones sont:

- 1° le conseil d'administration;
- 2° l'assemblée générale;
- 3° le conseil disciplinaire;
- 4° le conseil disciplinaire d'appel.

La qualité de membre d'un organe de l'Ordre est incompatible avec celle de membre d'un autre organe.

### CHAPITRE 2

#### Organisation et fonctionnement

#### Art. 8

Sans préjudice des dispositions de la présente loi, l'organisation et le fonctionnement de l'Ordre des Architectes francophones et germanophone et du *Vlaamse Orde van Architecten* sont déterminés dans un règlement d'ordre intérieur, rédigé par les conseils d'administration respectifs et confirmé par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Le règlement d'ordre intérieur détermine au moins:

- 1° la composition, le mode d'élection, de désignation ou de nomination des membres des organes visés à l'article 7. Il détermine la qualité et le nombre de membres non-architectes du conseil d'administration qui peuvent être désignés par l'Ordre pour siéger et le mode de leur présentation. Ce nombre ne peut cependant pas excéder un tiers du nombre total de membres du conseil;
- 2° les obligations et les modalités qui découlent de la présente loi;
- 3° le fonctionnement et le mode de délibération;

Waals-Brabant evenals uit de leden die de hoofdzetel van hun activiteit, indien het gaat om een natuurlijke persoon of hun maatschappelijke zetel als het gaat om een rechtspersoon, gevestigd hebben in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en die voor deze Orde hebben gekozen. De voertaal van deze Orde is het Frans.

#### Art. 7

De organen van de Vlaamse Orde van Architecten en van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* zijn:

- 1° de Raad van Bestuur;
- 2° de Algemene Vergadering;
- 3° de tuchtraad;
- 4° de tuchtraad van beroep.

Het lidmaatschap van een orgaan van de Orde is onverenigbaar met het gelijktijdige lidmaatschap van een ander orgaan.

### HOOFDSTUK 2

#### Organisatie en Werking

#### Art. 8

Onverminderd de bepalingen van deze wet worden de organisatie en de werking van de Vlaamse Orde van Architecten en van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* vastgesteld in een huishoudelijk reglement, opgesteld door de respectieve Raad van Bestuur en bekrachtigd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Het huishoudelijk reglement bepaalt minstens:

- 1° de samenstelling, de wijze van verkiezing, aanwijzing of benoeming van de leden van de organen bedoeld in artikel 7. Het huishoudelijk reglement bepaalt de hoedanigheid en het aantal leden niet-architecten van de Raad van Bestuur dat door de Orde kan worden aangewezen om te zetelen, en de wijze van hun voordracht. Dit aantal mag evenwel niet meer bedragen dan één derde van het totaal aantal leden van de Raad;
- 2° de verplichtingen en nadere regels die voortvloeien uit de onderhavige wet;
- 3° de werking en de wijze van beraadslaging;

4° les modalités de la concertation prévue à l'article 10, entre les deux Ordres;

5° les règles d'inscription au tableau ou sur la liste de stagiaires ainsi que celles qui concernent l'enregistrement des prestataires et la manière dont les décisions sont prises en la matière;

6° le mode d'adoption des règlements;

7° les modalités de la fixation de la cotisation;

8° les règles régissant l'établissement et l'affectation du budget annuel;

9° l'organisation générale du secrétariat;

10° le mode de désignation des représentants auprès des associations européennes et internationales, sans préjudice de l'article 10, 3°;

11° le mode de fonctionnement du conseil disciplinaire et du conseil disciplinaire d'appel, en exécution du Chapitre IV de la présente loi;

12° les modalités et les majorités requises pour sa modification;

13° le mode d'attribution des marchés publics, conformément aux dispositions légales applicables aux marchés publics.

### CHAPITRE 3

#### Les Ordres

##### Art. 9

L'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* ont chacun leur siège sur le territoire de leur ressort, ainsi que le prévoit l'article 6.

Ils choisissent chacun parmi leurs membres un président, un vice-président et un secrétaire, un secrétaire adjoint et un trésorier qui sont choisis parmi les membres qui ont été désignés par un vote pour faire partie du conseil d'administration.

4° de wijze waarop de beide Orden het in artikel 10 bepaalde overleg plegen;

5° de regels voor de inschrijving op de tabel of op de lijst van stagiairs evenals deze die betrekking hebben op de registratie van de dienstverrichters en de wijze waarop de beslissingen ter zake worden genomen;

6° de wijze waarop de reglementen worden aangenomen;

7° de wijze waarop de bijdrage vastgesteld wordt;

8° de regels voor het opstellen en het aanwenden van de jaarlijkse begroting;

9° de algemene organisatie van het secretariaat;

10° de wijze van aanwijzing van de vertegenwoordiging bij de Europese en internationale verenigingen, onverminderd artikel 10, 3°;

11° de wijze van functioneren van de tuchtraad en van de tuchtraad in beroep, in uitvoering van Hoofdstuk IV van deze wet;

12° op welke wijze en met welke meerderheid het huishoudelijk reglement kan worden gewijzigd.

13° op welke wijze de openbare aanbestedingen worden gegund, conform de toepasselijke wettelijke bepalingen inzake de overheidsopdrachten.

### HOOFDSTUK 3

#### De Ordres

##### Art. 9

De Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* hebben elk hun zetel op het grondgebied van hun rechtsgebied, zoals bepaald in artikel 6.

Zij kiezen ieder onder hun leden een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris, een adjunct-secretaris en een penningmeester die gekozen worden onder de leden die bij stemming zijn aangewezen om deel uit te maken van de Raad van Bestuur.

## Art. 10

L'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* ont chacun pour mission:

1° d'établir les règles de la déontologie de la profession d'architecte, après concertation préalable avec l'autre ordre;

2° d'établir un règlement de stage, après concertation préalable avec l'autre Ordre;

3° de désigner des représentants auprès des associations européennes et internationales et d'arrêter les positions qui y seront défendues, après concertation préalable avec l'autre Ordre;

4° de veiller à l'application des règles de la déontologie et du règlement de stage, rendus obligatoires par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres;

5° de faire aux autorités publiques toutes suggestions au sujet de mesures législatives ou administratives relatives à la profession et de donner son avis sur toutes questions relatives à l'exercice de celle-ci;

6° d'arrêter leurs propres structures et règlements d'ordre intérieur, ainsi que ceux du conseil disciplinaire et du conseil disciplinaire d'appel;

7° de colliger les sentences disciplinaires;

8° d'inscrire leurs membres au tableau ou sur la liste des stagiaires, et d'inscrire les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen dans le registre de la prestation de services;

9° de prendre toute mesure nécessaire à la réalisation de l'objet de l'Ordre;

10° de publier sur leur site Internet:

— la liste des architectes inscrits à leur tableau ou sur la liste des stagiaires en règle de cotisation et autorisés à exercer la profession d'architecte;

— les membres des organes de l'Ordre;

## Art. 10

De Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* hebben elk tot opdracht:

1° de voorschriften van de plichtenleer voor het beroep van architect vast te stellen, na hierover voorafgaandelijk met de andere Orde overleg te hebben gepleegd;

2° een stagereglement op te maken, na hierover voorafgaandelijk met de andere Orde overleg te hebben gepleegd;

3° de aanwijzing van de vertegenwoordiging bij de Europese en internationale verenigingen en de daar in te nemen standpunten, na hierover voorafgaandelijk met de andere Orde overleg te hebben gepleegd;

4° te waken voor de toepassing van de voorschriften van de plichtenleer en van het stagereglement, die bij koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Minister-raad, verplicht worden gesteld;

5° aan de openbare overheden alle voorstellen te doen aangaande wettelijke of bestuursrechtelijke maatregelen in verband met het beroep en advies uit te brengen over alle kwesties inzake de uitoefening ervan;

6° de eigen structuur en het huishoudelijk reglement van de Orde vaststellen alsmede dit van de Tuchtraad en de Tuchtraad in beroep;

7° de tuchtuitspraken te verzamelen;

8° de leden in te schrijven op de tabel of op de lijst van stagiairs alsmede de onderdanen van een lidstaat van de Europese Gemeenschap of van de Europese Economische Ruimte in te schrijven in het register van de dienstverrichting;

9° alle maatregelen te treffen die nodig zijn voor de verwezenlijking van de opdracht van de Orde;

10° het publiceren op haar internetsite van:

— de lijst van de architecten ingeschreven op zijn tableau of op de lijst van stagiairs die in regel zijn met hun bijdrage en die gerechtigd zijn het beroep van architect uit te oefenen;

— de leden van de organen van de Orde;

11° de promouvoir des pratiques professionnelles de qualité et indépendantes ainsi qu'une architecture de qualité et durable afin de servir au mieux les intérêts du consommateur et de la collectivité;

12° de veiller à la diffusion de toute information relative à l'exercice de la profession, y compris des informations destinées aux praticiens étrangers qui souhaitent s'établir dans l'un des ressorts définis à l'article 5;

13° de veiller à la formation permanente des architectes;

14° de veiller à l'honneur et à la dignité des membres de l'Ordre dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de la profession;

15° de donner des avis sur le taux des honoraires à la demande des cours et tribunaux, d'office en cas de manquement grave au devoir professionnel ou de contestation entre personnes soumises à la juridiction de l'Ordre. L'Ordre peut confier l'exercice de ces compétences à, au minimum, deux de ses membres assistés d'un assesseur juridique;

16° de collaborer étroitement et d'échanger des informations avec, selon le cas, les autorités compétentes de l'État membre d'origine ou de l'État membre d'accueil selon les dispositions du titre V de la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE;

17° de dénoncer à l'autorité judiciaire toute infraction aux lois et règlements protégeant le titre et la profession d'architecte.

#### Art. 11

§ 1<sup>er</sup>. À la demande de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones ou du *Vlaamse Orde van Architecten*, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sans préjudice de l'article 10, 1°, donner force obligatoire aux règles de déontologie ou au règlement de stage.

Si ces règles ou ce règlement ne sont pas rendus obligatoires, le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions en fait connaître les raisons à l'ordre concerné dans les trois mois de la demande.

§ 2. Après avoir consulté l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten*, le Roi peut modifier les règles de

11° het promoten van een kwaliteitsvolle, onafhankelijke uitoefening van het beroep en van waardevolle en duurzame architectuur, om aldus de belangen van de consument en de gemeenschap maximaal te dienen;

12° te waken over de verspreiding van alle informatie die betrekking heeft op de uitoefening van het beroep, met inbegrip van informatie voor buitenlandse beroepsbeoefenaars die zich in een van de in artikel 5 nader omschreven gebieden willen vestigen;

13° toezicht houden over de permanente vorming van de architecten;

14° toezicht houden op de eer en de waardigheid van de leden van de Orde in de uitoefening en naar aanleiding van de uitoefening van het beroep;

15° advies te verstrekken over het bedrag van de erelonen op verzoek van de Hoven en rechtbanken, ambtshalve bij ernstige tekortkomingen aan de beroepsplicht of in geval van betwisting tussen personen die aan de rechtsmacht van de Orde zijn onderworpen. De Orde kan de uitoefening van deze bevoegdheden toevertrouwen aan minstens twee van haar leden bijgestaan door een rechtskundig bijzitter;

16° nauw samenwerken en informatie uitwisselen met de bevoegde autoriteiten van, naar gelang het geval, de lidstaat van oorsprong of de ontvangende lidstaat volgens de bepalingen van titel V van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een nieuw algemeen kader voor de erkenning van EG-beroepsqualificaties;

17° bij de rechterlijke overheid elke inbreuk aan te klagen op de wetten en de reglementen tot bescherming van de titel en van het beroep van architect.

#### Art. 11

§ 1. De Koning kan, onverminderd artikel 10, 1°, op verzoek van de Vlaamse Orde van Architecten of van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* aan de voorschriften van de plichtenleer of aan het stagereglement bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad bindende kracht verlenen.

Ingeval geen bindende kracht verleend wordt aan die voorschriften of aan dat reglement, maakt de minister van Middenstand, binnen drie maanden na het verzoek, de redenen daarvan bekend aan de betrokken Orde.

§ 2. De Koning kan, na de Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* te hebben geraadpleegd, de voorschriften

déontologie et le règlement de stage auxquels a été donnée force obligatoire par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans le but d'assurer la transposition en droit interne des directives relatives à la reconnaissance mutuelle des diplômes et des formations professionnelles, parmi lesquelles la directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et les directives favorisant la libre circulation des biens et services, parmi lesquelles la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

#### CHAPITRE 4

##### La discipline

###### Section 1<sup>re</sup>

###### *Les conseils disciplinaires*

###### Art. 12

Il y a deux conseils disciplinaires, l'un d'expression française, qui a juridiction sur les architectes qui sont membres de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones, et l'autre d'expression néerlandaise, qui a juridiction sur les architectes qui sont membres du *Vlaamse Orde van Architecten*, sauf dans les cas prévus à l'article 29.

Lorsque la procédure disciplinaire à charge d'un membre de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones concerne un architecte germanophone, celui-ci peut cependant s'exprimer en allemand.

###### Art. 13

§ 1<sup>er</sup>. Les conseils disciplinaires ont leur siège dans leur ressort.

Chaque conseil disciplinaire compte au moins 20 membres architectes, un président et au moins deux vice-présidents.

Les membres architectes doivent être des personnes physiques.

Le président et les vice-présidents forment ensemble le bureau du conseil disciplinaire.

Le conseil disciplinaire est assisté par deux secrétaires au moins.

van de plichtenleer en het stagereglement waaraan bindende kracht is verleend bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wijzigen met het doel de omzetting in het interne recht te verzekeren van de richtlijnen met betrekking tot de wederzijdse erkenning van diploma's en beroepsopleidingen, waaronder richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en de richtlijnen ter bevordering van het vrij verkeer van goederen en diensten, waaronder richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt.

#### HOOFDSTUK 4

##### De Tucht

###### Afdeling 1

###### *De tuchtraden*

###### Art. 12

Er zijn twee tuchtraden, één met het Nederlands als voertaal met rechtsmacht over de architecten die lid zijn van de Vlaamse Orde van Architecten, en één met het Frans als voertaal, met rechtsmacht over de architecten die lid zijn van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones*, behoudens voor wat betreft de gevallen bedoeld in artikel 29.

Wanneer de tuchtrechtelijke rechtspleging aangaande een lid van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* echter een Duitstalige architect betreft, mag deze zich in het Duits uitdrukken.

###### Art. 13

§ 1. De tuchtraden hebben hun zetel in hun rechtsgebied.

Iedere tuchtraad telt minstens 20 leden-architecten, een voorzitter en minstens twee ondervoorzitters.

De leden-architecten dienen natuurlijke personen te zijn.

De voorzitter en de ondervoorzitters vormen samen het bureau van de tuchtraad.

De tuchtraad wordt bijgestaan door minstens twee secretarissen.

§ 2. Les membres architectes sont désignés, conformément à leur règlement d'ordre intérieur, par les Ordres respectifs parmi leurs membres qui ont été membres d'un organe de gestion de l'Ordre ou de son prédécesseur en droit. Ils sont nommés pour un terme de six ans, étant entendu que 10 membres au moins doivent être remplacés tous les trois ans, de manière à ce qu'à la première élection suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, 10 mandats aient une durée de 6 ans et les 10 autres, une durée de 3 ans.

Le conseil disciplinaire doit être composé à tout moment d'un nombre égal de membres architectes par province située dans le ressort du conseil disciplinaire, étant entendu que les membres architectes exerçant leur activité principale dans la Région bilingue de Bruxelles-capitale et les membres architectes ayant le siège principal de leur activité respectivement dans le Brabant flamand ou dans le Brabant wallon disposent ensemble d'autant de membres dans le conseil disciplinaire que les autres provinces.

Au moins deux membres de chaque conseil disciplinaire ont le siège principal de leur activité dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Le Roi nomme les membres du bureau du conseil disciplinaire pour un terme de six ans, sur présentation du conseil d'administration, parmi les magistrats effectifs et honoraires.

Ils peuvent décider d'un commun accord qu'ils seront chacun président du conseil disciplinaire pour une période identique. Dans ce cas, ils fixent d'un commun accord l'ordre des mandats de président du conseil disciplinaire.

À défaut d'accord, la présidence est assurée par ordre d'ancienneté.

Lorsqu'un membre du bureau des présidents est dans l'impossibilité de poursuivre l'exercice de son mandat, le Roi nomme un remplaçant pour la durée restante du mandat devenu vacant.

Le président du conseil disciplinaire ne siège pas au sein du conseil disciplinaire. En application de l'alinéa 2, le président de chambre qui exerce le mandat de président du conseil disciplinaire siège uniquement pour les affaires qui étaient pendantes devant cette chambre au début de son mandat.

§ 4. Chaque conseil disciplinaire comporte au moins deux chambres disciplinaires. Leur nombre est fixé par

§ 2. De leden-architecten worden overeenkomstig hun huishoudelijk reglement aangewezen door de respectieve Ordes onder hun leden die lid geweest zijn van een beleidsorgaan van de Orde of haar rechtsvoorganger. Ze worden benoemd voor een termijn van zes jaar, waarbij om de drie jaar minstens 10 leden moeten worden vervangen, derwijze dat bij de eerste verkiezing na de inwerkingtreding van deze wet slechts 10 mandaten een duur van 6 jaar hebben en de 10 overige een duurtijd van 3 jaar.

Op elk ogenblik dient de tuchtraad te bestaan uit een gelijk aantal leden-architecten per provincie vallend onder het rechtsgebied van de tuchtraad, waarbij de leden-architecten met hoofdactiviteit in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en de leden-architecten met hoofdzetel van hun activiteit in Vlaams-Brabant respectievelijk Waals-Brabant samen elk even veel leden in de tuchtraad hebben als de andere provincies.

Minstens twee leden van elke tuchtraad hebben de hoofdzetel van hun activiteit in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 3. de leden van het bureau van de tuchtraad worden voor een termijn van zes jaar op voordracht van de Raad van Bestuur benoemd door de Koning onder de werkende en eremagistraten.

Zij kunnen in onderling overleg bepalen dat zij elk voor een gelijke periode voorzitter zijn van de tuchtraad. In dat geval bepalen zij in onderling overleg de volgorde van het mandaat van voorzitter van de tuchtraad.

Bij gebreke aan onderling akkoord wordt het voorzitterschap waargenomen volgens anciënniteit.

Wanneer een lid van het bureau van de voorzitters zich in de onmogelijkheid bevindt zijn mandaat verder uit te oefenen, benoemt de Koning een vervanger voor de overblijvende duur van het opengevallen mandaat.

De voorzitter van de tuchtraad heeft geen zitting in de tuchtraad. Bij toepassing van het tweede lid heeft de kamervoorzitter die het mandaat van voorzitter van de tuchtraad waarneemt enkel zitting in de voor deze kamer bij het begin van zijn mandaat hangende zaken.

§ 4. Elke tuchtraad heeft minstens twee tuchtkamers. Hun aantal wordt door het bureau van de voorzitters

le bureau des présidents pour une durée de six ans, au cours de la première réunion suivant leur nomination conformément au § 3.

Chaque chambre disciplinaire est valablement composée lorsqu'elle compte cinq membres architectes, un président de chambre et un secrétaire qui ne prend pas part à la délibération.

Le bureau du conseil disciplinaire désigne un de ses membres en qualité de président de chambre et il constitue la chambre disciplinaire.

Les membres de la cellule d'enquête locale qui a instruit l'affaire conformément à l'article 15, § 3 à 9, ne peuvent pas siéger au sein de la chambre disciplinaire qui examine l'affaire.

#### Art. 14

Le conseil disciplinaire veille au respect des règles de la déontologie. Il veille à l'honneur et à la dignité des membres de l'Ordre dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de leur fonction.

Il statue en matière disciplinaire à l'égard de tous les membres inscrits au tableau ou sur la liste des stagiaires du même Ordre. Dans le cas d'une prestation de services par des architectes établis dans un autre État membre de l'Union européenne, c'est le conseil disciplinaire du ressort où le projet est réalisé qui est compétent.

#### Art. 15

§ 1<sup>er</sup>. Lorsqu'il est informé d'un manquement ou qu'il est saisi d'une plainte disciplinaire concernant une personne inscrite au tableau ou sur la liste des stagiaires ou concernant une personne qui a reçu l'autorisation d'exercer la profession de manière occasionnelle, le président du conseil disciplinaire inscrit l'affaire sous un numéro d'ordre dans un registre établi à cet effet. Le président du conseil disciplinaire peut déléguer cette compétence à un mandataire désigné par lui.

§ 2. Pour être recevables, les plaintes doivent être introduites par écrit, doivent être signées et datées et doivent contenir l'identité complète du plaignant.

§ 3. Le président du conseil disciplinaire constitue une cellule d'enquête locale, qui est chargée d'examiner l'affaire et de faire rapport dans les six mois sur la plainte disciplinaire ou l'éventuel manquement.

voor de duur van zes jaar vastgesteld op de eerste vergadering na hun benoeming overeenkomstig § 3.

Elke tuchtkamer is geldig samengesteld wanneer ze bestaat uit vijf leden-architecten, uit één kamervoorzitter en een secretaris, die niet deelneemt aan de beraadslaging.

Het bureau van de tuchtraad wijst één van zijn leden als kamervoorzitter aan en stelt de tuchtkamer samen.

De leden van de lokale onderzoekscel die overeenkomstig artikel 15, § 3 tot 9 de zaak heeft onderzocht, kunnen geen zitting hebben in de tuchtkamer die de zaak behandelt.

#### Art. 14

De tuchtraad waakt over de naleving van de regels van de plichtenleer. Hij waakt over de eer en de waardigheid van de leden van de Orde in de uitoefening van en naar aanleiding van de uitoefening van hun functie.

Hij doet uitspraak in tuchtzaken ten opzichte van al de leden die op de tabel of op de lijst van de stagiairs van dezelfde Orde zijn ingeschreven. In geval van dienstverrichting door architecten die in een andere lidstaat van de Europese Unie gevestigd zijn, is de tuchtraad bevoegd van het rechtsgebied waar het project wordt verwezenlijkt.

#### Art. 15

§ 1. De voorzitter van de tuchtraad, ingelicht over een tekortkoming of bij wie een tuchtklacht is aanhangig gemaakt betreffende een persoon ingeschreven op de tabel of op de lijst van de stagiairs of betreffende degene die toestemming heeft gekregen om het beroep occasioneel uit te oefenen, schrijft de zaak in onder een volgnummer in een daartoe aangelegd register. De voorzitter van de tuchtraad kan deze bevoegdheid delegeren aan een door hem aangestelde lasthebber.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn, moeten tuchtklachten schriftelijk worden ingediend, moeten ze ondertekend en gedateerd zijn, en moeten ze de volledige identiteit van de klager bevatten.

§ 3. De voorzitter van de tuchtraad stelt een lokale onderzoekscel samen om de zaak te onderzoeken en binnen zes maanden verslag uit te brengen over de tuchtklacht of over de mogelijke tekortkoming.



La cellule d'enquête locale comprend au moins deux architectes membres du conseil disciplinaire de l'Ordre.

Au moins un des enquêteurs doit avoir son siège d'activité principale dans la même province que celle où l'architecte qui fait l'objet de l'enquête a établi le siège principal de ses activités conformément à l'article 6. Si la plainte concerne une personne dont le siège d'activité principale est établi dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, au moins un des enquêteurs aura son siège d'activité principale dans cette région.

Si l'architecte est une personne morale, au moins un de ses membres doit avoir son siège d'activité principale dans la province du siège social de cette personne morale ou, le cas échéant, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 4. La cellule d'enquête locale est assistée par un assesseur juridique, qui participe à ses travaux avec voix consultative.

Les assesseurs juridiques sont nommés par le Roi pour un terme de six ans sur une liste de magistrats, magistrats honoraires ou avocats inscrits depuis au moins dix ans au tableau de l'Ordre des avocats, et qui au moment de leur présentation font partie de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone ou de l'Orde van Vlaamse Balies dressée par l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et par le Vlaamse Orde van Architecten.

Le Roi nomme au moins cinq assesseurs juridiques.

§ 5. Le plaignant a le droit d'être entendu pendant l'enquête et peut, le cas échéant, fournir des informations et documents complémentaires.

Les déclarations du plaignant, de l'avocat et des témoins sont consignées dans un procès-verbal. Les personnes entendues reçoivent, à leur demande, une copie du procès-verbal de leurs déclarations.

L'architecte qui fait l'objet d'une enquête disciplinaire peut, au cours de celle-ci, se faire assister de l'avocat de son choix, mais ne peut pas se faire représenter.

§ 6. La cellule d'enquête locale établit un rapport motivé.

De lokale onderzoekscel bestaat uit minstens 2 architecten-leden van de tuchtraad van de Orde.

Minstens één van de onderzoekers dient de zetel van zijn hoofdactiviteit te hebben in dezelfde provincie dan die waar de architect die voorwerp is van het onderzoek overeenkomstig artikel 6 de hoofdzetel van zijn activiteiten heeft. Indien de tuchtklacht een persoon betreft met zetel van zijn hoofdactiviteit in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, heeft minstens één van de onderzoekers aldaar de zetel van zijn hoofdactiviteit.

Indien de architect een rechtspersoon is moet minstens één van de leden de zetel van zijn hoofdactiviteit te hebben in de provincie van de maatschappelijke zetel van deze rechtspersoon, of desgevallend in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 4. De lokale onderzoekscel wordt bijgestaan door een rechtskundig bijzitter, welke aan de werkzaamheden deelneemt met raadgevende stem.

De rechtskundig bijzitters worden voor een termijn van zes jaar door de Koning benoemd uit een door de Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* opgestelde lijst van magistraten, ere-magistraten of advocaten die sedert minstens tien jaar zijn ingeschreven op een tabel van de Orde van advocaten, en die op het moment van hun voordracht respectievelijk deel uitmaken van de Orde van Vlaamse Balies en de *Ordre des Barreaux francophones et germanophones*.

De Koning benoemt minstens vijf rechtskundig bijzitters.

§ 5. De klager heeft het recht om tijdens het onderzoek gehoord te worden en kan, in voorkomend geval, bijkomende informatie en bewijsstukken verschaffen.

De verklaringen van de klager, van de advocaat en van de getuigen worden opgetekend in een proces-verbaal. De gehoorde personen ontvangen op hun verzoek een afschrift van het proces-verbaal van hun verklaringen.

De architect die het voorwerp uitmaakt van een tuchtonderzoek, kan zich tijdens het onderzoek laten bijstaan door de advocaat van zijn keuze, maar kan zich niet laten vertegenwoordigen.

§ 6. De lokale onderzoekscel stelt een met redenen omkleed verslag op.

Dans son rapport, la cellule d'enquête locale décide ou bien de renvoyer l'affaire devant le conseil disciplinaire, ou bien de classer l'affaire sans suite, ou décide que des devoirs d'enquête complémentaires s'imposent. Si la plainte disciplinaire concerne une personne morale qui a été autorisée à exercer la profession d'architecte, le rapport concernera aussi au moins les actes d'un gérant ou d'un administrateur sous la responsabilité duquel l'acte concerné a été commis.

§ 7. La cellule d'enquête locale peut renvoyer l'affaire devant le conseil disciplinaire si elle estime que les faits constituent une infraction déontologique et sont suffisamment graves. S'il s'agit de faits commis par une personne morale, un gérant ou un administrateur sous la responsabilité duquel l'acte concerné a été commis sera également renvoyé devant le conseil disciplinaire.

§ 8. Si la cellule d'enquête locale estime que la plainte est non recevable, est non fondée ou présente un caractère véniel, il en informe le plaignant et l'avocat. Le plaignant peut contester la décision par lettre recommandée au président du conseil disciplinaire dans un délai de trois mois.

§ 9. Si la cellule d'enquête locale n'établit pas de rapport dans les six mois, le président peut, d'office ou sur la base d'un requête écrite qui lui a été adressée par lettre recommandée à la poste par le plaignant ou par l'architecte qui fait l'objet de l'enquête, charger une cellule d'enquête locale composée autrement d'établir, dans les trois mois, un nouveau rapport.

§ 10. Le président du conseil disciplinaire qui est saisi du dossier par l'architecte ou le plaignant peut agir comme suit dans un délai de trois mois à compter de sa saisine:

— s'il constate que l'enquête de la cellule d'enquête locale n'est pas encore ouverte, est encore en cours ou n'est pas complète, il peut ou bien inviter la cellule d'enquête à terminer cette enquête dans un délai qu'il détermine, ou bien instruire lui-même la plainte ou désigner une cellule d'enquête locale, dont il définit la mission et les compétences. Dans ce dernier cas, la cellule d'enquête locale se dessaisit de l'affaire et transmet son dossier immédiatement au président du conseil disciplinaire;

De lokale onderzoeksceel besluit in het verslag hetzij de zaak door te verwijzen naar de tuchtraad, hetzij de zaak te seponeren, hetzij dat bijkomende onderzoeksdaden zich opdringen. Indien de tuchtklacht betrekking heeft op een rechtspersoon die toegelaten is het beroep van architect uit te oefenen, zal het verslag ook tevens minstens betrekking hebben op de handelingen van een zaakvoerder of van een bestuurder onder wiens feitelijke verantwoordelijkheid de betreffende handeling is gesteld.

§ 7. De lokale onderzoeksceel kan de zaak naar de tuchtraad verwijzen indien deze van oordeel is dat de feiten een deontologische inbreuk inhouden en zwaarwichtig genoeg zijn. In geval het om feiten gepleegd door een rechtspersoon handelt, zal tevens een zaakvoerder of een bestuurder onder wiens feitelijke verantwoordelijkheid de betreffende handeling is gesteld worden verwezen.

§ 8. Indien de lokale onderzoeksceel van oordeel is dat de klacht onontvankelijk, ongegrond of van onvoldoende gewicht is, brengt hij de klager en de architect die het voorwerp is van het onderzoek hiervan schriftelijk op de hoogte. De klager kan deze beslissing binnen drie maanden betwisten bij ter post aangetekend schrijven aan de voorzitter van de tuchtraad.

§ 9. Indien de lokale onderzoeksceel binnen zes maanden geen verslag opstelt, kan de voorzitter ambtshalve of op grond van een aan hem gericht en ter post aangetekend schriftelijk verzoek van de klager of van de architect die het voorwerp is van het onderzoek, een anders samengestelde lokale onderzoeksceel gelasten binnen drie maanden een verslag op te stellen.

§ 10. De voorzitter van de tuchtraad bij wie de zaak door de architect of de klager aanhangig wordt gemaakt, kan het volgende doen binnen een termijn van drie maanden te rekenen van die aanhangigmaking:

— indien hij vaststelt dat het onderzoek van de lokale onderzoeksceel nog niet ingesteld is, nog loopt of niet volledig is, kan hij hetzij de onderzoeksceel ertoe uitnodigen dit onderzoek te beëindigen binnen een door hem te bepalen termijn, hetzij de klacht zelf onderzoeken of een lokale onderzoeksceel aanstellen wiens taken en bevoegdheden hij omschrijft. De lokale onderzoeksceel geeft in laatstgenoemd geval de zaak uit handen en zendt het dossier ervan dadelijk over aan de voorzitter van de tuchtraad;

— il peut refuser par une décision motivée et écrite, le cas échéant après une enquête, de donner suite à une plainte non recevable, non fondée ou présentant un caractère véniel;

— le cas échéant après enquête, il peut décider que l'avocat doit comparaître devant le conseil disciplinaire, auquel cas l'article 16 est appliqué.

La cellule d'enquête, l'architecte et le plaignant reçoivent dans tous les cas une copie de cette décision, qui n'est susceptible d'aucun recours.

#### Art. 16

§ 1<sup>er</sup>. En cas de renvoi devant le conseil disciplinaire, le président charge le secrétaire, sous son contrôle, de convoquer l'architecte intéressé et d'inscrire l'affaire dans un registre établi à cet effet.

§ 2. La convocation à comparaître comprend l'exposé des faits reprochés et le lieu, le jour et l'heure de l'audience.

La convocation à comparaître est adressée à l'architecte concerné et est envoyée sous pli recommandé au moins trente jours avant la date de l'audience.

Au cours de ce délai, le dossier disciplinaire doit être laissé à la disposition de l'intéressé, aux jours et heures d'ouverture du secrétariat du conseil disciplinaire.

Les parties plaignantes sont informées de la date de l'audience.

§ 3. Les personnes convoquées peuvent se faire représenter ou assister par un avocat ou par un ou plusieurs membres de l'Ordre qui répondent aux conditions pour être élus pour l'Ordre; si elles ne sont pas représentées par un avocat, le mandat doit être établi par écrit. Le conseil disciplinaire peut ordonner la comparution personnelle.

§ 4. Les audiences du conseil disciplinaire sont publiques, excepté dans les cas visés à l'article 148 de la Constitution et à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

§ 5. La cellule d'enquête est entendue, soit par la voix d'un membre architecte, soit par la voix de l'assesseur juridique.

— hij kan bij een met redenen omklede en een schriftelijke beslissing, desgevallend na een onderzoek, weigeren gevolg te geven aan onontvankelijke klachten, ongegronde klachten of klachten van onvoldoende gewicht;

— hij kan, in voorkomend geval na een onderzoek, beslissen dat de advocaat dient te verschijnen voor de tuchtraad, in welk geval artikel 16 toegepast wordt.

De onderzoekscel, de architect en de klager ontvangen in elk geval een afschrift van deze beslissing, waartegen geen rechtsmiddel openstaat.

#### Art. 16

§ 1. In geval van verwijzing naar de tuchtraad belast de voorzitter onder zijn controle de secretaris om de belanghebbende architect op te roepen, en de zaak in te schrijven in een daartoe aangelegd register.

§ 2. De oproeping tot verschijning omvat de uiteenzetting van de ten laste gelegde feiten en de plaats, dag en uur van de zitting.

De oproeping tot verschijning wordt gericht aan de betrokken architect, bij ter post aangetekende brief verstuurd, ten minste dertig dagen vóór de datum van de zitting.

Tijdens die termijn moet het tuchtdossier ter beschikking van de betrokkene worden gelaten, op de openingsdagen en -uren van het secretariaat van de tuchtraad.

De klagende partijen worden ingelicht over de zittingsdatum.

§ 3. De opgeroepen personen kunnen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door één of meer leden van de Orde die voldoen aan de voorwaarden om voor de Orde te worden verkozen; wanneer zij niet vertegenwoordigd worden door een advocaat, dient het mandaat schriftelijk te zijn. De tuchtraad kan de persoonlijke verschijning bevelen.

§ 4. De zittingen van de tuchtraad zijn openbaar, behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 148 van de Grondwet en artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden,

§ 5. De onderzoekcel wordt gehoord, hetzij bij monde van een lid-architect, hetzij bij monde van de rechtskundig bijzitter.

Le conseil disciplinaire peut entendre des témoins et les parties plaignantes. Les membres de la cellule d'enquête locale et l'assesseur juridique ne peuvent assister au délibéré.

## Section 2

### *Les conseils disciplinaires d'appel*

#### Art. 17

§ 1<sup>er</sup>. Il est institué deux conseils disciplinaires d'appel.

— un conseil d'appel utilisant la langue française ayant son siège à Liège: il prend connaissance des décisions disciplinaires concernant des membres de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et est dénommé *conseil d'appel de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones*;

— un conseil d'appel utilisant la langue néerlandaise ayant son siège à Gand: il prend connaissance des décisions disciplinaires concernant des membres du *Vlaamse Orde van Architecten* et est dénommé *raad van beroep van de Vlaamse Orde van Architecten*.

§ 2. Chaque conseil disciplinaire d'appel se compose de trois magistrats-conseillers, ainsi que de trois membres architectes, désignés par leur ordre respectif.

Un magistrat-conseiller du *conseil d'appel de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones* est chaque fois choisi parmi les membres, respectivement, de la cour d'appel de Liège, de la cour d'appel de Mons et du rôle linguistique français de la cour d'appel de Bruxelles.

Un magistrat-conseiller du *raad van beroep van de Vlaamse Orde van Architecten* est chaque fois choisi parmi les membres, respectivement, de la cour d'appel d'Anvers, de la cour d'appel de Gand et du rôle linguistique néerlandais de la cour d'appel de Bruxelles.

Ils peuvent déterminer de concert que chacun d'entre eux exerce les fonctions de président pour deux ans.

À défaut d'accord concernant la présidence, priorité sera donnée en fonction de l'ancienneté.

§ 3. Dans les mêmes conditions que celles prévues au § 2, alinéas 1<sup>er</sup> à 3, on désigne un nombre identique de membres suppléants, qui pourront uniquement siéger au conseil d'appel en cas d'empêchement des membres effectifs.

De tuchtraad kan getuigen en de klagende partijen horen. De leden van de lokale onderzoekscel en de rechtskundig bijzitter kunnen niet deelnemen aan de beraadslagingen.

## Afdeling 2

### *De tuchtraden van beroep*

#### Art. 17

§ 1. Er worden twee tuchtraden van beroep ingesteld:

— een raad van beroep met het Nederlands als voertaal heeft zijn zetel te Gent: hij neemt kennis van de tuchtbeslissingen tegen leden van de Vlaamse Orde van Architecten en wordt raad van beroep van de Vlaamse Orde van Architecten genoemd;

— een raad van beroep met het Frans als voertaal heeft zijn zetel te Luik: hij neemt kennis van de tuchtbeslissingen tegen de leden van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* en wordt *conseil d'appel de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones* genoemd.

§ 2. Iedere tuchtraad van beroep bestaat uit drie magistraten-raadsheren alsmede uit drie leden-architecten, aangesteld door de respectievelijke Orde.

Telkens één magistraat-raadsheer van de raad van beroep van de Vlaamse Orde van Architecten worden gekozen uit respectievelijk het hof van beroep te Antwerpen, Gent en de Nederlandstalige taalrol van het hof van beroep te Brussel.

Telkens één magistraat-raadsheer van de *conseil d'appel de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones* wordt gekozen uit respectievelijk het hof van beroep te Luik, Bergen en de Franstalige taalrol van het hof van beroep te Brussel.

In onderling overleg kunnen bepalen dat elk van hen voor twee jaar het ambt van voorzitter waarneemt.

Bij gebreke aan overeenstemming over het voorzitterschap wordt voorrang gegeven volgens anciënniteit.

§ 3. Onder dezelfde voorwaarden als in § 2, eerste tot derde lid, worden evenveel plaatsvervangende leden aangewezen, die in de raad van beroep alleen kunnen zitting hebben in geval van verhindering van de gewone leden.

§ 4. Les conseils disciplinaires d'appel se prononcent, chacun en ce qui les concerne, sur les recours de l'architecte ou du conseil d'administration contre les décisions en matière d'inscription prises sur la base de l'article 8, 5°, et sur les recours contre les décisions des conseils disciplinaires.

§ 5. Ils statuent en première et en dernière instance à l'égard des membres d'un conseil d'administration, dans les cas prévus à l'article 43, § 3, alinéa 2 et à l'article 44, ainsi que sur les demandes de réhabilitation introduites sur la base de l'article 33, § 2.

#### Art. 18

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'appel peut siéger et délibérer valablement si les deux tiers de ses membres se trouvent réunis et si, parmi eux, se trouvent au moins deux magistrats et deux membres-architectes du conseil, désignés conformément à l'article 17, ainsi que le secrétaire.

§ 3. En cas de parité des suffrages, la voix du président est prépondérante.

#### Art. 19

L'appel, signé par celui qui l'introduit ou par son avocat, est transmis au secrétaire du conseil d'appel par lettre recommandée à la poste.

L'appel est suspensif; il doit être interjeté dans les trente jours de la notification de la décision du conseil disciplinaire.

La preuve de la date à laquelle est interjeté l'appel est apportée par la date du cachet de la poste.

#### Art. 20

Dès réception de l'appel, le secrétaire du conseil disciplinaire d'appel inscrit l'appel dans un registre constitué à cet effet sous le numéro d'ordre et demande au secrétaire du conseil disciplinaire de lui communiquer le dossier.

#### Art. 21

§ 1<sup>er</sup>. Le président fixe la date à laquelle les affaires dont le conseil d'appel a été saisi seront examinées.

§ 4. De tuchtraden van beroep doen elk wat hen betreft uitspraak over de beroepen van de architect of de Raad van Bestuur tegen de beslissingen inzake inschrijving genomen op grond van artikel 8, 5°, en over de beroepen tegen de beslissingen van de tuchtraden.

§ 5. Zij doen in eerste en laatste aanleg uitspraak ten opzichte van de leden van een Raad van Bestuur, in de gevallen bedoeld in de artikelen 43 § 3, tweede lid en 44, alsmede over de aanvragen tot eerherstel die op grond van artikel 33, § 2, zijn ingediend.

#### Art. 18

§ 1. De raad van beroep kan geldig zitting houden en beraadslagen indien twee derden van zijn leden vergaderd zijn en ten minste twee magistraten en twee leden-architecten van de raad, aangewezen overeenkomstig artikel 17 alsook de secretaris zich onder hen bevinden.

§ 3. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

#### Art. 19

Het beroep, ondertekend door degene die het instelt of door diens advocaat, wordt aan de secretaris van de Raad van beroep toegezonden bij ter post aangezekende brief.

Het beroep heeft schorsende kracht; het moet worden ingesteld binnen dertig dagen na de betekening van de beslissing van de tuchtraad.

Het bewijs van de datum van indiening van het beroep wordt geleverd door de datum van het postmerk.

#### Art. 20

Dadelijk na ontvangst van het beroep schrijft de secretaris van de tuchtraad van beroep het beroep in een daartoe aangelegd register in onder het volgnummer en vraagt hij aan de secretaris van de tuchtraad hem het dossier mede te delen.

#### Art. 21

§ 1. De voorzitter stelt de datum vast waarop de aan de Raad van beroep voorgelegde zaken zullen worden onderzocht.

§ 2. Le conseil disciplinaire d'appel peut entendre des témoins, charger des expertises et prendre toutes les mesures d'enquête requises.

En matière disciplinaire, le président peut désigner un membre effectif ou suppléant du conseil d'appel en vue d'examiner les éléments objectifs du dossier.

Lorsqu'un rapporteur est désigné, le président est libre de fixer un délai dans lequel le dossier doit être examiné. Dès que le rapporteur a terminé son examen, il en informe le président. Le rapporteur peut être entendu par le conseil d'appel; il ne prend pas part aux délibérations.

#### Art. 22

Le secrétaire convoque les parties huit jours au moins avant l'audience par lettre recommandée à la poste et indique le lieu, les jours et les heures où le dossier peut être consulté.

En matière disciplinaire, le délai de convocation est porté à trente jours.

Durant ce délai, le dossier doit être laissé à la disposition des parties.

#### Art. 23

Le président mène les audiences, les ouvre et les lève, accorde et ôte la parole et clôture les discussions et les délibérations.

#### Art. 24

Le conseil disciplinaire d'appel connaît de l'ensemble de la cause.

#### Art. 25

Les décisions finales prises par le conseil disciplinaire d'appel peuvent être déferées par l'intéressé et par le conseil d'administration de l'Ordre à la Cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité. Le procureur général près la Cour de cassation peut se pourvoir devant cette Cour dans l'intérêt de la loi. En cas de cassation, la cause est renvoyée devant le conseil disciplinaire d'appel, si possible autrement

§ 2. De tuchtraad van beroep kan getuigen horen, expertises gelasten en alle nodige onderzoeksmaatregelen treffen.

In tuchtzaken kan de voorzitter een werkend of plaatsvervangend lid van de Raad van beroep aanwijzen als verslaggever om de objectieve elementen van het dossier te onderzoeken.

Bij aanwijzing van een verslaggever staat het de voorzitter vrij een termijn vast te stellen binnen dewelke het dossier moet worden onderzocht. Van zodra de verslaggever zijn onderzoek heeft beëindigd, licht hij de voorzitter hierover in. De verslaggever kan worden gehoord door de Raad van beroep; hij neemt niet deel aan de beraadslagingen.

#### Art. 22

De secretaris roept de partijen ten minste acht dagen vóór de zitting op bij ter post aangetekende brief en wijst de plaats, de dagen en de uren aan waarop het dossier kan worden geraadpleegd.

In tuchtzaken wordt de oproepingstermijn op dertig dagen gebracht.

Tijdens die termijn moet het dossier ter beschikking van de partijen worden gelaten.

#### Art. 23

De voorzitter leidt de zittingen, hij opent ze en heft ze op, verleent en ontnemt het woord en sluit de besprekingen en de beraadslagingen af.

#### Art. 24

De tuchtraad van beroep neemt kennis van de gehele zaak.

#### Art. 25

De door de tuchtraad van beroep gewezen eindbeslissingen kunnen door de betrokkene en door de Raad van Bestuur van de Orde voor het Hof van Cassatie worden gebracht wegens overtreding van de wet of schending van substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen. De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie kan zich voor dit Hof voorzien in het belang van de wet. In geval van cassatie wordt de zaak verwezen naar de in de mate van het mogelijke anders

composé. Cette juridiction se conforme à la décision de la Cour de cassation sur les points de droit jugés par celle-ci.

#### Art. 26

La procédure du pourvoi en cassation est régie comme en matière civile; le délai pour introduire le pourvoi est d'un mois à partir de la notification de la décision.

Le pourvoi en cassation est suspensif.

### Section 3

#### *Dispositions communes*

#### Art. 27

Pour les conseils disciplinaires et pour les conseils disciplinaires d'appel, l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* désignent un ou plusieurs secrétaires et secrétaires suppléants parmi les membres du personnel de ces deux Ordres. Sur proposition motivée du conseil disciplinaire ou du conseil disciplinaire d'appel, d'autres personnes peuvent toutefois également exercer la fonction de secrétaire.

Le secrétaire assiste aux délibérations, mais n'y participe pas. Il prend acte des décisions. Il rédige et signe avec le président les procès-verbaux des réunions.

#### Art. 28

La procédure disciplinaire est, sous peine de prescription, ouverte dans les douze mois de la connaissance des faits par l'autorité disciplinaire compétente pour initier cette procédure.

#### Art. 29

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil disciplinaire est compétent pour statuer sur des poursuites disciplinaires intentées en raison de faits commis avant la décision qui a omis l'architecte du tableau de l'Ordre, de la liste des architectes qui exercent leur profession sous le titre professionnel d'un

samengestelde tuchtraad van beroep. Dit rechtscollege voegt zich naar de uitspraak van het Hof van Cassatie wat de rechtsvragen betreft waarover in het arrest uitspraak is gedaan.

#### Art. 26

Voor de rechtspleging tot voorziening in cassatie gelden dezelfde regels als in burgerlijke zaken; de termijn om zich in cassatie te voorzien, bedraagt een maand vanaf de kennisgeving van de beslissing.

De voorziening in cassatie is opschortend.

### Afdeling 3

#### *Gemeenschappelijke bepalingen*

#### Art. 27

Voor de tuchtraden en de tuchtraden van beroep wijzen de Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* een of meerdere secretarissen en plaatsvervangende secretarissen aan onder de personeelsleden van de respectieve Ordes. Op gemotiveerd voorstel van de tuchtraad of de tuchtraad van beroep kunnen evenwel ook andere personen het ambt van secretaris waarnemen.

De secretaris woont de beraadslagingen bij, doch neemt er niet aan deel. Hij notuleert de beslissingen. Hij stelt de notulen van de vergaderingen op en ondertekent ze samen met de voorzitter.

#### Art. 28

Op straffe van verjaring wordt de tuchtprocedure ingesteld binnen twaalf maanden te rekenen van de kennisneming van de feiten door de tuchtrechtelijke autoriteit die bevoegd is om die procedure op gang te brengen.

#### Art. 29

§ 1. De tuchtraad is bevoegd om uitspraak te doen over tuchtrechtelijke vervolgingen die ingesteld zijn wegens feiten gepleegd vóór de beslissing waarbij de architect van de tabel van de Orde, van de lijst van architecten die hun beroep uitoefenen onder de beroepstitel

autre État membre de l'Union européenne ou de la liste des stagiaires, si l'enquête a été ouverte au plus tard un an après cette décision.

§ 2. Si un architecte demande et obtient son inscription auprès de l'autre Ordre et que cette inscription s'accompagne de l'omission de l'architecte du premier tableau ou de la première liste, la cellule d'enquête et le conseil disciplinaire compétents pour connaître des faits ou des actions disciplinaires sont ceux de l'Ordre auquel l'avocat appartient au moment où la plainte est déposée ou où la décision d'enquête d'office est prise.

#### Art. 30

§ 1<sup>er</sup>. Toute partie à une affaire soumise à un conseil disciplinaire ou à un conseil disciplinaire d'appel a le droit de demander la récusation d'un membre de cette chambre, conformément aux articles 828 et suivants du Code judiciaire.

§ 2. L'appréciation d'une requête en récusation introduite contre un membre du conseil disciplinaire est confiée au conseil disciplinaire d'appel. L'appréciation d'une requête en récusation introduite contre un membre du conseil disciplinaire d'appel est dévolue à la Cour de cassation. La procédure se déroule comme prévu à l'article 838 du Code judiciaire.

#### Art. 31

§ 1<sup>er</sup>. Les décisions en matière disciplinaire sont rendues par défaut, à l'égard de la partie qui, après avoir été convoquée, n'a ni exposé ses moyens par écrit, ni comparu ou été représentée à l'audience.

§ 2. Les décisions rendues par défaut en matière disciplinaire sont susceptibles d'opposition.

L'opposition doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, expédiée au plus tard le trentième jour qui suit celui de la notification de la décision.

La partie opposante qui fait défaut une seconde fois n'est plus admise à formuler une nouvelle opposition.

#### Art. 32

§ 1<sup>er</sup>. Les membres des Ordres qui auront été convaincus de manquement à leurs devoirs, seront passibles des peines disciplinaires suivantes:

van een andere lidstaat van de Europese Unie of de lijst van stagiairs is weggelaten, indien het onderzoek uiterlijk één jaar na die beslissing is ingesteld.

§ 2. Indien een architect zijn inschrijving bij de andere Orde vraagt en bekomt, en deze inschrijving gepaard gaat met de weglating van de architect uit de eerste tabel of de lijst, dan is de onderzoekscel en de tuchtraad die bevoegd is om kennis te nemen van de feiten respectievelijk tuchtrechtelijke vordering deze van de Orde waartoe hij behoorde op het ogenblik dat de klacht werd ingediend of de beslissing tot ambtshalve onderzoek werd genomen.

#### Art. 30

§ 1. Eenieder die partij is in een zaak die wordt voorgelegd aan een tuchtraad of een tuchtraad van beroep heeft het recht de wraking van een lid van deze kamer te vragen overeenkomstig de artikelen 828 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. De beoordeling van een wrakingsverzoek tegen een lid van de tuchtraad wordt opgedragen aan de tuchtraad van beroep. De beoordeling van een wrakingsverzoek tegen een lid van de tuchtraad van beroep wordt opgedragen aan het Hof van Cassatie. De procedure verloopt zoals bepaald in artikel 838 van het Gerechtelijk Wetboek.

#### Art. 31

§ 1. Beslissingen in tuchtzaken worden bij verstek genomen ten aanzien van de partij, die na opgeroepen te zijn geweest, noch haar middelen schriftelijk heeft uiteengezet, noch ter zitting is verschenen of werd vertegenwoordigd.

§ 2. De bij verstek genomen beslissingen in tuchtzaken zijn vatbaar voor verzet.

Het verzet moet worden ter kennis gebracht bij ter post aangetekende brief, ten laatste verzonden op de dertigste dag na die waarop de beslissing is betekend.

De verzetdoende partij die een tweede maal verstek laat gaan kan niet andermaal verzet doen.

#### Art. 32

§ 1. De leden van de Ordes, van wie bewezen is dat zij aan hun plichten zijn tekortgekomen, zijn strafbaar met de volgende tuchtstraffen:



- a) l'avertissement;
- b) la réprimande;
- c) la suspension pour une durée d'un an au plus;
- d) la radiation.

§ 2. Les autres personnes autorisées à exercer la profession d'architecte et qui auront été convaincues de manquement à leurs devoirs seront passibles des peines disciplinaires suivantes:

- a) l'avertissement;
- b) la réprimande;
- c) le retrait de l'autorisation.

§ 3. Les personnes exerçant la profession d'architecte dans le cadre d'une prestation et qui auront été convaincues de manquement à leurs devoirs, seront passibles des peines disciplinaires suivantes:

- a) l'avertissement;
- b) la réprimande;
- c) la suspension pour une durée d'un an au plus de l'inscription au registre;
- d) la radiation de l'inscription au registre.

§ 4. La suspension, la radiation et le retrait de l'autorisation ne peuvent être prononcés qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents du conseil disciplinaire et du conseil disciplinaire d'appel.

La suspension consiste dans l'interdiction d'exercer la profession d'architecte en Belgique pendant le terme fixé, sauf les actes spécifiques éventuellement autorisés, de façon explicite, par le conseil d'administration; le terme de la suspension ne peut excéder deux années.

La suspension entraîne la privation du droit de participation aux élections du conseil, pendant la durée de l'exécution de cette peine disciplinaire.

La radiation et le retrait de l'autorisation entraînent l'interdiction d'exercer la profession d'architecte en Belgique.

§ 5. Le conseil disciplinaire ou le conseil disciplinaire d'appel peut, le cas échéant et moyennant un exposé

- a) waarschuwing;
- b) berisping;
- c) schorsing voor een termijn van hoogstens 1 jaar;
- d) schrapping;

§ 2. De andere personen die gemachtigd zijn tot het uitoefenen van het beroep van architect en die schuldig bevonden zijn aan plichtsverzuim, zijn strafbaar met de volgende tuchtstraffen:

- a) waarschuwing;
- b) berisping;
- c) intrekking van de machtiging.

§ 3. De personen die het beroep van architect uitoefenen in het kader van een dienstverrichting en van wie bewezen is dat zij hun plichten niet zijn nagekomen, zijn strafbaar met de volgende tuchtstraffen:

- a) waarschuwing;
- b) berisping;
- c) schorsing voor een termijn van hoogstens 1 jaar van de inschrijving in het register;
- d) schrapping van de inschrijving in het register.

§ 4. Schorsing, schrapping en intrekking van de machtiging kunnen slechts worden uitgesproken met twee derde meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden van de tuchtraad of van de raad van beroep.

De schorsing bestaat in het verbod het beroep van architect gedurende de vastgestelde termijn in België uit te oefenen, behoudens die specifieke handelingen die gebeurlijk door de Raad van Bestuur uitdrukkelijk worden toegelaten; de termijn van schorsing mag niet langer dan twee jaar duren.

Schorsing brengt verlies met zich van het recht om aan de verkiezingen van de raad deel te nemen gedurende de tijd dat deze tuchtstraf wordt ondergaan.

Schrapping en intrekking van de machtiging brengen het verbod met zich om het beroep van architect in België uit te oefenen.

§ 5. De tuchtraad of de tuchtraad van beroep kan, in voorkomend geval en met omstandige opgave van

détaillé des motifs et des conditions particulières qu'il fixe, suspendre le prononcé de la condamnation ou surseoir à l'exécution de la sanction disciplinaire. En cas de non-respect des conditions, le président convoque l'architecte, conformément à l'article 22, par lettre recommandée à la poste, d'office ou à la demande de toute personne intéressée, à une audience du conseil disciplinaire ou du conseil disciplinaire d'appel en vue soit de prononcer une peine, soit de révoquer le sursis.

§ 6. Dans les limites établies par le Roi et sans préjudice des dispositions de la présente loi, le conseil disciplinaire peut fixer les modalités, l'entrée en vigueur et la fin des peines disciplinaires, sans toutefois pouvoir les alourdir.

§ 7. Aucune peine disciplinaire ne pourra jamais être prononcée pour des motifs d'ordre racial, religieux, philosophique, politique, linguistique ou syndical. Toute ingérence des Ordres dans ces domaines est interdite.

#### Art. 33

§ 1<sup>er</sup>. Toutes les sanctions disciplinaires inférieures à celle de la suspension sont effacées après un délai de cinq ans, à compter de la date à laquelle la décision définitive prononçant une peine disciplinaire est passée en force de chose jugée, à condition que le membre n'ait pas été frappé de la peine de suspension et n'ait encouru aucune nouvelle sanction pendant ce délai.

§ 2. Tout membre qui a encouru une ou plusieurs sanctions disciplinaires n'ayant pas été effacées en application du § 1<sup>er</sup> peut introduire une demande en réhabilitation auprès du conseil d'appel.

Cette demande n'est recevable que si:

1° un délai de cinq ans s'est écoulé depuis la date de la décision définitive prononçant la dernière peine disciplinaire;

2° l'intéressé a obtenu la réhabilitation en matière pénale au cas où une sanction disciplinaire a été prise pour un fait qui a donné lieu à une condamnation pénale;

3° un délai de deux ans s'est écoulé depuis la décision du conseil d'appel, au cas où celui-ci a rejeté une demande antérieure.

redenen en bijzondere voorwaarden die hij bepaalt, besluiten tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling of tot uitstel van de uitvoering van de tuchtstraf. Bij niet-naleving van de bepaalde voorwaarden, roept de voorzitter ambtshalve of op verzoek van enige belanghebbende bij een ter post aangetekende brief, de architect overeenkomstig artikel 22 op om op een zitting van de tuchtraad of de tuchtraad van beroep te verschijnen, met het oog op het horen uitspreken van een tuchtstraf of het horen opheffen van de opschorting.

§ 6. Binnen de perken bepaald door de Koning, en onverminderd de bepalingen van deze wet, kan de Tuchtraad de nadere regels, de wijze en het tijdstip van inwerkingtreding en van het einde van de tuchtstraffen vastleggen, zonder evenwel de straffen te kunnen verzwaren.

§ 7. Er mag geen tuchtstraf worden uitgesproken om redenen die verband houden met het ras of die van godsdienstige, wijsgerige, politieke of syndicale aard zijn. Elke inmenging vanwege de Ordes op één van deze gebieden is verboden.

#### Art. 33

§ 1. Alle minder zware tuchtstraffen dan de schorsing worden na het verstrijken van een termijn van 5 jaar uitgewist, te rekenen vanaf de datum waarop de definitieve beslissing waarbij een tuchtstraf wordt uitgesproken, in kracht van gewijsde is gegaan, op voorwaarde dat het lid in die tussentijd geen schorsing noch enigerlei nieuwe straf heeft opgelopen.

§ 2. Ieder lid dat één of meer tuchtstraffen heeft opgelopen, welke niet zijn uitgewist in toepassing van § 1, mag bij de Raad van beroep een aanvraag tot eerherstel indienen.

Deze aanvraag is slechts ontvankelijk op voorwaarde dat:

1° een termijn van vijf jaar is verstreken sedert de datum van de definitieve beslissing waarbij de laatste tuchtstraf is uitgesproken;

2° betrokkene strafrechtelijk eerherstel heeft gekregen indien hij een tuchtstraf heeft opgelopen voor een feit dat tot een strafrechtelijke veroordeling aanleiding heeft gegeven;

3° een termijn van twee jaar is verstreken sedert de beslissing van de Raad van beroep is uitgesproken, ingeval deze een vorige aanvraag heeft afgewezen.

§ 3. L'application de la disposition prévue au § 1<sup>er</sup> ainsi que la décision accordant la réhabilitation font cesser pour l'avenir tous les effets des sanctions auxquelles cette disposition ou la décision s'applique.

#### Art. 34

Les décisions du conseil disciplinaire et du conseil disciplinaire d'appel sont motivées et mentionnent:

1. l'identité complète des parties et, le cas échéant, celle de la personne qui les représente ou les assiste;
2. la date de la convocation des parties, ainsi que leur présence éventuelle;
3. les nom et prénom des membres du conseil d'appel qui ont pris part à la délibération;
4. la date du prononcé.
5. la possibilité, la procédure et le délai de recours ou, le cas échéant, de pourvoi en Cassation.

#### Art. 35

§ 1<sup>er</sup>. Le secrétaire informe l'architecte intéressé de la décision du conseil disciplinaire ou du conseil disciplinaire d'appel par lettre recommandée à la poste dans les quinze jours suivant le prononcé.

Le secrétaire envoie en même temps, par lettre recommandée à la poste, une copie de la décision à l'Ordre des Architectes francophones et germanophones ou au *Vlaamse Orde van Architecten*.

§ 2. Les sentences de suspension ou de radiation passées en force de chose jugée sont dénoncées par le secrétaire au procureur général près la cour d'appel du ressort où l'architecte a le siège de son activité principale. Il assure l'exécution des sentences.

#### Art. 36

§ 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un membre de l'Ordre est suspendu, il reste inscrit au tableau ou sur la liste des stagiaires. Lorsqu'une personne est radiée, elle n'est plus inscrite au tableau ou sur la liste des stagiaires.

§ 3. de toepassing van het bepaalde in § 1 alsook de beslissing tot verlening van eerherstel, stelt voor de toekomst alle gevolgen buiten werking van de straffen waarop deze bepaling of deze beslissing toepassing vindt.

#### Art. 34

De beslissingen van de tuchtraden en tuchtraden van beroep worden met redenen omkleed en vermelden:

1. de volledige identiteit van de partijen en, in voorkomend geval, die van de persoon die ze vertegenwoordigt of bijstaat;
2. de datum van de oproeping van de partijen, alsmede van hun eventuele aanwezigheid;
3. de naam en de voornaam van de leden van de Raad van beroep die hebben deelgenomen aan de beraadslaging;
4. de datum van de uitspraak;
5. de mogelijkheid, de procedure en termijn van beroep of desgevallend voorziening in Cassatie.

#### Art. 35

§ 1. De secretaris geeft binnen vijftien dagen na de uitspraak bij een ter post aangetekende brief kennis van de beslissing van de tuchtraad of van de tuchtraad van beroep aan de betrokken architect.

De secretaris stuurt terzelfdertijd bij een ter post aangetekende brief een afschrift van de beslissing naar respectievelijk de Vlaamse Orde van Architecten of naar de *Ordre des Architectes francophones et germanophones*.

§ 2. De in kracht van gewijsde gegane uitspraken van schorsing of schrapping worden door de secretaris aangegeven bij de procureur-generaal bij het hof van beroep van het rechtsgebied alwaar de architect de zetel van zijn hoofdactiviteit heeft. Hij zorgt voor de tenuitvoerlegging.

#### Art. 36

§ 1. Wanneer een lid van de Orde geschorst is, blijft het ingeschreven op de tabel of op de lijst van stagiairs. Wanneer een persoon geschrapt wordt, is hij niet langer ingeschreven op de tabel of op de lijst van stagiairs.

§ 2. En cas de réinscription, une personne radiée voit son ancienneté réduite, compte tenu de la durée de la radiation.

#### Art. 37

§ 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une peine disciplinaire de suspension ou de radiation est prononcée et est coulée en force de chose jugée, l'intéressé est tenu de faire parvenir au Conseil d'administration, dans le mois qui suit la date à laquelle la décision est coulée en force de chose jugée, une liste des missions en cours, qui impliquent l'établissement de plans ou le contrôle de l'exécution de travaux pour lesquels une autorisation de bâtir est requise.

L'intéressé est également tenu de prendre toutes les dispositions utiles pour que les maîtres de l'ouvrage ne subissent aucun préjudice du fait de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de poursuivre soit temporairement soit définitivement les susdites missions.

§ 2. En ce qui concerne les salariés et les fonctionnaires, l'architecte suspendu doit prouver au Conseil d'administration qu'il a prévenu son employeur de son impossibilité temporaire d'exercer la profession d'architecte. En cas de radiation, le conseil informera d'office l'employeur du fait que l'architecte concerné n'est plus inscrit au tableau ou sur la liste des stagiaires.

### CHAPITRE 5

#### Décisions d'inscription, de transfert et d'omission

#### Art. 38

§ 1<sup>er</sup>. Les inscriptions au tableau ou les omissions du tableau, de la liste des architectes qui exercent leur profession sous le titre professionnel d'un autre État membre de l'Union européenne, pour le stage et pour les autorisations accordées en matière de prestation de services en vertu de l'article 38*bis* de la loi ou les radiations de ce tableau ou de cette liste sont décidées par le conseil d'administration, maître du tableau.

§ 2. Dans les quinze jours de sa décision de refuser ou d'accepter l'inscription visée à l'article 5, § 2, d'accorder l'autorisation visée à l'article 5, § 3, ou de procéder à l'omission, le conseil d'administration la notifie à l'intéressé par lettre recommandée.

§ 2. Een geschrapte persoon wordt, bij wederinschrijving, in anciënniteit teruggezet, rekening houdend met de duur van de schrapping.

#### Art. 37

§ 1. Wanneer een tuchtstraf van schorsing of schrapping is uitgesproken en in kracht van gewijsde is gegaan, is de betrokkene ertoe gehouden binnen de maand na de dag waarop de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan, aan de Raad van Bestuur een lijst te doen toekomen van de lopende opdrachten omvattende het opmaken van plans of de controle op de uitvoering van werken waarvoor een bouwvergunning vereist is.

De betrokkene is er eveneens toe gehouden alle nodige maatregelen te treffen opdat zijn opdrachtgevers geen nadelige gevolgen zouden ondergaan wegens de onmogelijkheid waarin hij tijdelijk dan wel definitief verkeert om bedoelde opdrachten uit te voeren.

§ 2. Wat betreft de bezoldigden en de ambtenaren dient de geschorste architect aan de Raad van Bestuur het bewijs voor te leggen dat hij zijn werkgever heeft verwittigd van zijn tijdelijke onmogelijkheid het beroep van architect uit te oefenen. In geval van schrapping zal de raad van ambtswege de werkgever ervan in kennis stellen dat de betrokken architect niet meer ingeschreven is op de tabel of op de lijst van stagiaires.

### HOOFDSTUK 5

#### De beslissingen tot inschrijving, overgang en weglating

#### Art. 38

§ 1. Over de inschrijving op of weglating van de tabel, de lijst van de architecten die hun beroep uitoefenen onder de beroepstitel van een andere lidstaat van de Europese Unie, voor de stage en de machtiging inzake dienstverrichting op grond van artikel 38*bis* van de wet is genomen beslist de Raad van Bestuur, die meester is over de tabel.

§ 2. De Raad van bestuur geeft binnen vijftien dagen na de beslissing tot weigering of aanvaarding van de inschrijving bedoeld in artikel 5, § 2, tot machtiging bedoeld in artikel 5, § 3, of tot weglating daarvan kennis aan de betrokkene bij een ter post aangetekende brief.

## Art. 39

§ 1<sup>er</sup>. Dans les trente jours de la réception de la notification visée à l'article 35, l'intéressé peut interjeter appel de toute décision concernant une demande d'inscription au tableau ou à la liste des stagiaires ou des prestataires de services auprès du conseil disciplinaire d'appel.

§ 2. Un tel recours est également ouvert au demandeur de reconnaissance de diplômes, certificats et autres titres dans le domaine couvert par la directive européenne visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services, en l'absence de décision dans le délai prévu.

§ 3. La procédure visée aux articles 20 à 26 s'applique par analogie.

## Art. 40

§ 1<sup>er</sup>. Toute décision en matière d'inscription est immédiatement exécutoire.

§ 2. Toute autre décision n'est exécutoire qu'à l'expiration des délais prévus pour ces recours et sauf introduction de recours dans ces délais. Le pourvoi en cassation est suspensif.

## Art. 41

Le membre de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones ou du *Vlaamse Orde van Architecten* qui transfère le siège de son activité professionnelle dans le ressort de l'autre Ordre ou le stagiaire qui souhaite poursuivre son stage auprès d'un maître de stage de l'autre Ordre doit demander, par envoi recommandé, son inscription au tableau ou sur la liste de stagiaires tenus par le conseil d'administration de l'Ordre dont il dépendra dorénavant.

Le membre doit simultanément transmettre une copie de cette demande d'inscription, par envoi recommandé, au conseil d'administration de l'Ordre auprès duquel il est inscrit. Ce dernier prend acte de cette demande de transfert avant de transmettre sans délai le dossier de l'intéressé, accompagné d'une note circonstanciée, au conseil d'administration auprès duquel le membre souhaite s'inscrire. Le conseil d'administration n'omettra jamais le membre de son tableau ou de sa liste avant

## Art. 39

§ 1. De betrokkene kan bij de Raad van beroep binnen de termijn van dertig dagen na datum van ontvangst van de in artikel 35 bedoelde kennisgeving beroep instellen tegen elke beslissing die een aanvraag tot inschrijving op de tabel, op de lijst van stagiairs of van dienstverrichters betreft.

§ 2. Een dergelijk beroep staat ook open voor hij die de erkenning aanvraagt van diploma's, certificaten en andere titels met betrekking tot het onder de Europese richtlijnen inzake de onderlinge erkenning van de diploma's, certificaten en andere titels op het gebied van de architectuur en inzake maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten vallende gebied, bij ontstentenis van een beslissing binnen de voorziene termijn.

§ 3. De procedure vermeld in de artikelen 20 tot 26 is van overeenkomstige toepassing.

## Art. 40

§ 1. Elke beslissing inzake inschrijving is onmiddellijk uitvoerbaar.

§ 2. Elke andere beslissing is slechts uitvoerbaar bij het verstrijken van de termijnen die inzake beroep zijn gesteld, en wanneer binnen die termijnen geen beroep is ingesteld. De voorziening in cassatie is opschortend.

## Art. 41

Elk lid van de Vlaamse Orde van Architecten of de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* dat de zetel van zijn beroepsbedrijvigheid overbrengt binnen het rechtsgebied van de andere Orde, of de stagiair die zijn stage wil voortzetten bij een stagemester van de andere Orde, moet per aangetekende brief zijn inschrijving vragen op de tabel of op de lijst van stagiairs gehouden door de Raad van Bestuur van de Orde waarvan hij voortaan zal afhangen.

Tezelfdertijd moet het lid aan de Raad van Bestuur van de Orde waarbij het ingeschreven is, per aangetekende zending kopie bezorgen van voormelde aanvraag om inschrijving. Deze laatste Raad van Bestuur neemt nota van de aanvraag tot overgang alvorens het dossier van betrokkene, vergezeld van een omstandige nota, zo vlug mogelijk over te maken aan de Raad van Bestuur waarbij het lid wenst ingeschreven te worden. Hij zal in geen geval het lid van zijn tableau of van zijn lijst

que le nouveau conseil d'administration l'ait informé de l'inscription du demandeur auprès de ce dernier. Pour sa part, le nouveau conseil d'administration ne prend aucune décision concernant le demandeur avant d'avoir reçu le dossier précité et la note qui y est jointe.

#### Art. 42

Le membre de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones ou du *Vlaamse Orde van Architecten* qui souhaite être omis du tableau ou de la liste des stagiaires doit en faire la demande par envoi recommandé. L'omission produit ses effets à la date de la décision, à moins que le conseil d'administration n'en décide autrement. Le membre omis est informé de cette décision par envoi recommandé. Lorsqu'une personne omise du tableau ou de la liste des stagiaires de l'Ordre obtient sa réinscription, la durée de son omission est prise en compte pour déterminer son ancienneté.

### CHAPITRE 6

#### Dispositions diverses

#### Art. 43

§ 1<sup>er</sup>. La démission des membres des conseils qui n'ont pas été nommés par le Roi est adressée, selon le cas, à l'Ordre des Architectes francophones et germanophones ou au *Vlaamse Orde van Architecten*.

§ 2. Les membres démissionnaires continuent à remplir leurs fonctions jusqu'à ce que leur démission ait été acceptée; en cas d'acceptation, le président du conseil prend les mesures nécessaires en vue de pourvoir à la vacance.

§ 3. Les membres élus des organes de l'Ordre sont déchus de plein droit de leur mandat:

1° lorsqu'ils sont frappés, en dernier ressort, d'une peine disciplinaire;

2° lorsqu'ils ont été condamnés à une peine criminelle par un jugement coulé en force de chose jugée.

Ils peuvent également être déchus de leur mandat par décision du conseil d'appel lorsqu'ils ont été condamnés à une peine correctionnelle par un jugement coulé en force de chose jugée.

weglaten vooraleer hij vanwege de nieuwe Raad van Bestuur bericht heeft ontvangen dat de aanvrager aldaar werd ingeschreven. Van zijn kant neemt de nieuwe Raad van Bestuur geen enkele beslissing met betrekking tot de aanvrager, alvorens het voormelde dossier met aangehechte nota te hebben ontvangen.

#### Art. 42

Het lid van de Vlaamse Orde van Architecten of van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* dat verlangt van de tabel of de lijst van stagiairs te worden weggelaten, moet zulks bij aangetekende brief aanvragen. De weglating heeft uitwerking vanaf de datum van de beslissing, tenzij de Raad van Bestuur er anders over oordeelt. Het weggelaten lid wordt van de beslissing per aangetekende brief ingelicht. Wanneer een van de tabel of van de lijst van stagiairs van de Orde weggelaten persoon zijn wederinschrijving bekomt, wordt voor de bepaling van zijn anciënniteit rekening gehouden met de duur van zijn weglating.

### HOOFDSTUK 6

#### Diverse bepalingen

#### Art. 43

§ 1. Het ontslag van de leden van de raden die niet door de Koning zijn benoemd, wordt toegezonden, naargelang het geval, aan de Vlaamse Orde van Architecten of de *Ordre des Architectes francophones et germanophones*.

§ 2. De ontslagnemende leden oefenen verder hun functies uit totdat hun ontslag is aanvaard; bij aanvaarding ervan treft de voorzitter van de raad de nodige maatregelen om in de vacature te voorzien.

§ 3. De gekozen leden van de organen van de Orde zijn van rechtswege van hun mandaat vervallen:

1° wanneer zij in laatste aanleg een tuchtstraf hebben opgelopen;

2° wanneer zij veroordeeld zijn tot een criminele straf, bij een in kracht van gewijsde gegane uitspraak.

Zij kunnen eveneens, bij beslissing van de raad van beroep, van hun mandaat vervallen verklaard worden wanneer zij tot een correctionele straf zijn veroordeeld bij een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan.

## Art. 44

Tout membre d'un Ordre, siégeant dans un des organes de l'Ordre, qui, dûment convoqué, s'est abstenu sans motif légitime d'assister à deux séances consécutives du conseil dont il fait partie est punissable de l'avertissement ou de la réprimande. Ces sanctions sont appliquées par le conseil d'appel qui statue en premier et dernier ressort.

Le conseil d'appel est saisi par le président ou, à son défaut, par son suppléant.

## Art. 45

Les membres des différents organes de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et du *Vlaamse Orde van Architecten*, ainsi que les secrétaires désignés en vertu de l'article 30, sont tenus au secret professionnel pour toutes les affaires disciplinaires et pour toutes les affaires relatives à des personnes dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

## Art. 46

§ 1<sup>er</sup>. Dans le courant du dernier trimestre de l'année, l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* établissent le budget et fixent le montant des cotisations dues sur cette base pour l'exercice suivant.

Les conseils d'administration respectifs établissent à cet effet un projet de budget et fixent le montant des cotisations, qu'ils soumettent à l'approbation de leur assemblée générale.

L'assemblée générale peut décider soit d'approuver le projet, soit de formuler ses remarques au cours de sa réunion. Les conseils d'administration de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et du *Vlaamse Orde van Architecten* disposent d'un délai de 15 jours civils après réception des remarques formulées par l'assemblée générale pour adapter le projet de budget.

§ 2. Au cours de l'exercice, l'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* peuvent toujours, chacun en ce qui le concerne, proposer à l'assemblée générale une modification du projet de budget approuvé si l'imputation des recettes et des dépenses l'exige.

## Art. 44

Elk lid van een Orde, zetelend in één van de organen van de Orde, dat, na behoorlijk te zijn opgeroepen, zonder wettige reden afwezig blijft op twee achtereenvolgende vergaderingen waarvan hij deel uitmaakt, kan gestraft worden met waarschuwing of berisping. Deze straffen worden opgelegd door de raad van beroep, die in eerste en laatste aanleg beslist.

De zaken worden bij de raad van beroep aanhangig gemaakt door de voorzitter of, bij ontstentenis, door zijn plaatsvervanger.

## Art. 45

De leden van de verschillende organen van de Nederlandstalige Orde en van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones*, alsmede de op grond van artikel 30 aangewezen secretarissen zijn door het beroepsgeheim gebonden voor alle tuchtzaken en voor alle zaken die betrekking hebben op personen, waarvan zij in de uitoefening van hun ambt kennis hebben gekregen.

## Art. 46

§ 1. Tijdens het laatste kwartaal van het jaar leggen de Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* de begroting en de op basis daarvan verschuldigde bijdragen vast voor het volgende werkjaar.

De respectieve Raden van Bestuur maken daartoe een begrotingsontwerp op en bepalen het bedrag van de bijdragen, dat zij ter goedkeuring voorleggen aan hun Algemene Vergadering.

De Algemene Vergadering kan beslissen om hetzij het ontwerp goed te keuren, hetzij ter zitting zijn opmerkingen te formuleren. De Raden van Bestuur van de Vlaamse Orde en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* beschikken over een termijn van 15 kalenderdagen na ontvangst van de opmerkingen van de Algemene Vergadering om de ontwerpbegroting aan te passen.

§ 2. De Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* kunnen, voor wat hen betreft, in de loop van het werkjaar steeds aan de Algemene Vergadering een wijziging van de goedgekeurde ontwerpbegroting voorstellen indien de aanrekening van de inkomsten en uitgaven dit vereist.

§ 3. L'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* désignent, chacun de leur côté, pour un terme de deux ans, renouvelable, un réviseur d'entreprises chargé du contrôle de la situation financière et des comptes annuels. Il transmet annuellement un rapport de contrôle à l'Ordre qui l'a désigné.

§ 4. L'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* perçoivent de leurs membres, chacun de leur côté, les cotisations telles qu'elles sont fixées par leurs conseils d'administration respectifs.

§ 5. Le non-paiement de la cotisation peut donner lieu à l'application d'une peine disciplinaire.

#### Art. 47

Le Roi fixe les modalités de calcul des jetons de présence et des indemnités alloués:

— aux membres et à leurs suppléants des organes des Ordres, ainsi qu'aux assesseurs juridiques et à leurs suppléants;

— aux membres de l'Ordre à qui l'Ordre ferait appel dans le cadre d'une commission, d'un groupe de travail ou de toute autre mission au nom de l'Ordre.

Ils ne peuvent recevoir de l'Ordre d'autres indemnités ou jetons de présence. Ils reçoivent un remboursement de leurs frais de déplacement pour le compte de l'Ordre, conformément aux tarifs de remboursement valables pour les fonctionnaires fédéraux.

§ 3. De Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* wijzen, ieder van hun kant, voor een termijn van twee jaar die kan worden vernieuwd, een bedrijfsrevisor aan die belast is met de controle van de financiële toestand en van de jaarrekeningen. Hij stuurt jaarlijks een verslag van de controle naar de Orde die hem heeft aangewezen.

§ 4. De Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* innen, ieder van hun kant, van hun leden de door hun respectieve Raad van Bestuur vastgestelde bijdragen.

§ 5. Het niet betalen van de bijdrage kan aanleiding geven tot de toepassing van een tuchtstraf.

#### Art. 47

De Koning bepaalt de nadere regels van berekening van de zitpenningen en de vergoedingen, die worden toegekend:

— aan de leden en hun plaatsvervangers van de organen van de Ordes, alsmede van de rechtskundige bijzitters en hun plaatsvervangers;

— aan de leden van de Orde op wie de Orde een beroep doet in het kader van een commissie, een werkgroep of iedere andere opdracht in naam van de Orde.

Zij ontvangen van de Orde geen andere vergoeding of zitpenning. Hun verplaatsingskosten voor rekening van de Orde worden terugbetaald, in overeenstemming met de terugbetalingstarieven die van toepassing zijn op de federale ambtenaren.



## CHAPITRE 7

**Le Stage**

## Art. 48

Nul ne peut demander son inscription au tableau de l'Ordre des Architectes francophones et germanophones ou du *Vlaamse Orde van Architecten* s'il n'a accompli un stage de deux ans auprès d'une personne inscrite au tableau depuis huit ans au moins. Le stage peut, en tenant compte des interruptions, être étalé sur une période de quatre ans.

Les stagiaires sont inscrits sur une liste annexée au tableau.

L'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* peuvent autoriser le stage à l'étranger chez une personne exerçant la profession d'architecte et offrant les mêmes garanties que celles requises en Belgique.

## Art. 49

L'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* peuvent prolonger le stage pendant une durée d'un an. Ils peuvent prononcer la radiation de la liste des stagiaires si le stagiaire ne remplit pas ses obligations. En pareil cas, il y a lieu à application des règles de procédure et de recours prévues en matière disciplinaire.

## Art. 50

L'Ordre des Architectes francophones et germanophones et le *Vlaamse Orde van Architecten* peuvent dispenser de tout ou partie du stage:

a) les ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'Accord concernant l'Espace économique européen ayant effectué à l'étranger des prestations jugées équivalentes au stage;

b) les non-ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'Accord concernant l'Espace économique européen qui auront exercé la profession de façon notoire pendant plus de deux ans à l'étranger. En pareil cas, il y a lieu à application des règles de procédure et de recours prévues en matière disciplinaire.

## HOOFDSTUK 7

**De Stage**

## Art. 48

Niemand kan zijn inschrijving op de tabel van de Vlaamse Orde van Architecten of van de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* aanvragen tenzij hij bij een sedert ten minste acht jaar op de tabel ingeschreven persoon een stage van twee jaar heeft doorgemaakt. De stage mag, rekening houdende met onderbrekingen, gespreid worden over een periode van vier jaar.

De stagiairs worden ingeschreven op een bij de tabel gevoegde lijst.

De Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* kunnen toestaan dat de stage in het buitenland wordt vervuld bij iemand die het beroep van architect uitoefent en dezelfde waarborgen biedt als die in België zijn gesteld.

## Art. 49

De Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* kunnen de stage verlengen met één jaar. Zij kunnen de schrapping van de lijst van de stagiairs uitspreken indien de stagiair zijn verplichtingen niet nakomt. In dat geval dienen de voor tuchtstraffen geldende regels inzake rechtspleging en beroep toegepast te worden.

## Art. 50

De Vlaamse Orde van Architecten en de *Ordre des Architectes francophones et germanophones* kunnen gehele of gedeeltelijke vrijstelling van stage verlenen:

a) aan de onderdanen van de Europese Unie of een andere staat die partij is bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte die in het buitenland prestaties hebben geleverd, die gelijkwaardig met de stage worden geacht;

b) aan architecten die geen onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie of een andere staat die partij is bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte, die in het buitenland gedurende meer dan twee jaar het beroep kennelijk hebben uitgeoefend. In zulke gevallen dienen de voor tuchtstraffen geldende regels inzake rechtspleging en beroep te worden toegepast.

## CHAPITRE 8

**Disposition pénale**

## Art. 51

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 200 à 1 000 euros, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, sans être inscrits à un tableau de l'un des Ordres ou sur une liste des stagiaires ou sur le registre dont question à l'article 4, ou sans y être autorisés ou pendant la période de suspension, établissent des plans pour lesquels l'intervention d'un architecte est légalement requise.

Les personnes morales sont civilement responsables pour le paiement des amendes et l'exécution des mesures de réparation infligées à leurs organes et préposés.

## CHAPITRE 9

**Dispositions transitoires**

## Art. 52

La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

17 novembre 2010

## HOOFDSTUK 8

**Strafbepaling**

## Art. 51

Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 200 euro tot 1 000 euro, of slechts één van deze twee straffen, worden gestraft degenen die, zonder ingeschreven te zijn op een tableau van één van de Ordes of op een lijst van stagiairs of in het register waarvan sprake is in artikel 4, of zonder daartoe gemachtigd te zijn of tijdens de duur van de schorsing, plannen opmaken waarvoor wettelijk de medewerking van een architect is vereist.

De rechtspersonen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten en het uitvoeren van de herstelmaatregelen die aan hun organen en aangeselde worden opgelegd.

## HOOFDSTUK 9

**Overgangsbepalingen**

## Art. 52

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de derde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

17 november 2010

Peter LUYKX (N-VA)  
Jan JAMBON (N-VA)  
Karel UYTTERSROT (N-VA)  
Bert WOLLANTS (N-VA)  
Flor VAN NOPPEN (N-VA)